

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 20 NOVEMBRE 1969
N° 430, 1,50 F



**entrons dans
la "nouvelle société"**

RENOU.

Sommaire

Luttes ouvrières.

4. La première victoire de Saclay

Anne-Marie Lefranc

6. Pressing répression

Jacques Ferlus

Luttes universitaires.

13. La santé ou les mandarins

Jacqueline Giraud

14-15. Georges Séguy sera-t-il secrétaire général de la FEN ?

Robert Chapuis

Luttes internationales.

9. Nixon a peur

Henri Beley

10-11. Documents sur les tortures au Vietnam

12. Le 15 novembre n'est qu'un début

Manuel Bridier

16. La propriété, c'est le meurtre

Didier Trystram

18. Vouloir sa vie

Dominique Nores

Luttes culturelles

19. Cinéma et publicité

Jean Morel

Politique intérieure.

20. Toujours la même rengaine

Jean-Marie Vincent

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Porcherie

Rouge, les truquages et les trucs

Philippe Guyot

La lecture de l'avant-dernier numéro de l'organe de la Ligue Communiste apparaît au premier abord comme reconfortante. Au-delà du trop facile et trop habituel jeu de massacre sur la personne de notre Secrétaire National, les rédacteurs de **Rouge** ont tenté une analyse politique des propositions que formule notre Parti pour aborder la tâche centrale qui est celle du mouvement socialiste aujourd'hui : la construction d'un Parti apte à diriger la lutte du prolétariat vers la destruction du pouvoir capitaliste.

Mais si l'entreprise paraît sympathique, nous ne saurions cacher qu'elle est décevante. En premier lieu parce que la démonstration de la thèse — car c'est bien de cela qu'il s'agit — prend trop de libertés avec ce que sont nos propres affirmations. Il ne suffit pas de mettre des guillemets partout pour accréditer l'idée que l'on cite celui que l'on veut attaquer.

Où le P.S.U. dévoile ses valse-hésitations

Nous ne prendrons qu'un seul exemple de ce genre de truquages : « Le P.S.U. n'a pas la prétention de constituer ce parti révolutionnaire mais il entend dès aujourd'hui proposer à tous les militants engagés dans l'action de masse et à tous les groupements révolutionnaires, aujourd'hui dispersés et impuissants, des confrontations sur la construction du parti révolutionnaire, son rôle, sa nature et son programme » écrivions-nous dans la résolution du Conseil National. La simple suppression du contexte dans la « citation » de **Rouge** permet de faire servir la phrase à dévoiler des valse-hésitations dont serait saisi notre Parti quant à son orientation. Qu'on ne s'y trompe pas : cette méthode n'a rien à voir avec les pratiques staliennes. Quand Georges Séguy attaque l'orientation de notre Parti sur les relations parti-syn-

dicats, fût-ce sous le prétexte de prises de position de nos camarades de **Lutte Ouvrière**, il cite des extraits exacts de nos déclarations, quitte à juxtaposer plusieurs phrases qui en déforment le sens. Mais il ne lui viendrait pas à l'esprit de supprimer la moitié d'une phrase dans la citation. Car la critique, au sein du mouvement ouvrier, est marquée par les effets du matérialisme historique qui veut que l'on parle des faits pour analyser une situation.

Où la pensée du P.S.U. s'obscurcit

Rien de tel chez nos camarades de la Ligue. Nous navigons en pleine abstraction. En hommes habitués à manier des concepts, ils vitupèrent au niveau des intentions présupposées et des conséquences intrinsèques, ou supposées telles, d'un membre de phrase, « piqué » au milieu d'un paragraphe ou d'un développement. Cet ensemble de méthodes, non seulement enlève beaucoup de valeur aux démonstrations qu'ils prétendent faire, mais aussi laisse mal augurer des débats nécessaires pour la construction du parti révolutionnaire.

Car, au-delà de la forme contestable, il y a la matière de la réflexion. Et il faut bien dire que, là, l'effroi le cède parfois à la franche envie de rigoler. Les camarades du P.S.U. apprendront ainsi que le Conseil National n'a en rien clarifié la notion de contrôle ouvrier. Rien ne leur servirait de se remémorer que la résolution finale la définissait en termes concrets comme un axe de lutte permanent, s'incarnant dans chaque branche, dans chaque entreprise, en fonction de l'état de la revendication particulière et de la montée générale des luttes, en des mots d'ordre précis et adaptés à chaque situation. Bien peu leur serait utile de relire dans la même résolution que cet axe « vise à assurer la démocratie du prolétariat en lutte, c'est-à-dire le contrai-

re de la dictature de la minorité capitaliste sur la majorité et doit conduire directement à l'affrontement avec le pouvoir patronal et le pouvoir d'Etat ». Ils pourraient ergoter sans fin en démontrant qu'il s'agit là d'une stratégie offensive, destinée à la fois à mettre en déséquilibre le régime capitaliste et à permettre l'avancée vers un pouvoir ouvrier décentralisé et autogestionnaire, ils ne pourront que s'enfoncer davantage ! Car la meilleure preuve que la pensée du P.S.U. s'obscurcit dans ce domaine, c'est qu'il n'a pas prévu de « formes d'organisation » pour ce contrôle ouvrier. En effet, la pensée que la classe ouvrière majeure, en fonction de l'élévation de son niveau de conscience politique grâce à la lutte des militants socialistes dans l'entreprise, saurait trouver ses propres formes d'organisation et de pouvoir sur le terrain de la production, indépendamment des organismes de défense, notamment syndicaux, qu'elle s'est forgés au travers des siècles, paraît, à nos camarades de **Rouge**, une aberration petite-bourgeoise ! Ah ! la technocratie d'extrême gauche...

Où le P.S.U. prône l'apolitisme

Mais nous ne sommes pas au bout de nos surprises ! Ayant appris que la lutte des masses ressort de la spontanéité révolutionnaire et que le courant socialiste est un magma dans lequel on met tous les mécontents... (1), nous découvrons que le P.S.U. n'a pas les moyens théoriques d'avoir un rôle dans la construction du parti révolutionnaire. Entre autres « preuves » de cette carence, est assénée tout net l'affirmation que notre Parti prône tout tranquillement l'apolitisme sur la question des syndicats. En vérité, on serait tenté de rire si, dans le même temps, nos militants dans les entreprises (au fait, ils se plaignent de ne pas trouver beaucoup d'interlocuteurs de la Ligue Communiste : de mauvaises lan-

gues !) n'étaient en lutte à une double répression dont ils savent, eux, ce qu'elle signifie. Les nombreuses lettres du camarade Séguy ne sont qu'un écran qui ne fait pas disparaître la réalité sur le terrain : les dénonciations de mandats, les exclusions du syndicat, l'appel direct à la répression patronale. Un article d'**Entreprise** publié cette semaine constitue tout à la fois une approche réaliste de la lutte des classes dans l'entreprise et un appel direct au licenciement de nos camarades. Nos militants ouvriers ne cherchent certes pas à se faire plaindre dans l'exercice de leur travail « apolitique » mais ils affirment qu'au niveau des luttes concrètes, ils n'ont pas de leçons à recevoir !

La liste pourrait s'allonger. Contresens, mauvaise foi, tout ce qu'un petit appareil, renfermé sur lui-même, sûr de soi, de ses erreurs et de ses écrits, peut inventer pourrait être dévoilé. Il faudra bien en effet qu'au-delà des sectarismes et des approximations, la lutte idéologique soit menée par les militants du courant socialiste, implantés dans des luttes sociales. La tâche est nécessaire et urgente car si nos contradicteurs affirment que « le P.S.U. est au carrefour », eux sont dans l'impasse. □

(1) Autre exemple de déformation systématique : lorsque nous écrivons « le courant socialiste n'est que potentiel en tant que rassemblement politique agissant » nous constatons l'état de faiblesse du mouvement ouvrier au stade actuel de la lutte. Mais, dans la pensée de **Rouge**, cette constatation devient pétition et cette faiblesse apparaît comme prise en compte et justifiée par le P.S.U. Sans doute, mes camarades de la Ligue souhaiteraient-ils qu'à leur instar, nous nous bouchions les yeux sur la réalité et, sous prétexte d'avant-garde, nous jetions dans une course en avant sans perspective. Mais que nos camarades ne s'y trompent pas : le courant socialiste n'est pas un mouvement auquel on s'inscrit à l'avance. Il se construit patiemment, dans les luttes !

L'heure du laitier

Henri Leclerc

C'est le vendredi 14 novembre au petit matin qu'ont commencé les grandes manœuvres de M. Marcellin. La sonnette qui insiste, les coups frappés à la porte; le trop fameux « Police, ouvrez », les enfants réveillés qui pleurent, effrayés par l'irruption brutale des policiers; la fouille; les tiroirs vidés; les lettres lues, les papiers emportés, les photos d'Ho Chi Minh ou de Che Guevara arrachées des murs, saisies comme pièces à conviction. Puis le départ en emmenant solidement encadré un homme ou une femme sous les yeux de l'immeuble apeuré par tout ce tapage. Quand celui qu'on était venu chercher n'est pas là, on appréhende sa femme, même si elle ne s'est jamais occupée d'autre chose que de cuisine et de ménage.

Et puis c'est le silence. Le ministère de l'Intérieur fait savoir que la police a agi sur ordre du Parquet général de la Cour de Sûreté de l'État qui refusera de prolonger la garde à vue au-delà de quarante-huit heures, révélant par là même la véritable nature du coup de filet.

Dans la nuit du 14 au 15, Paris est quadrillé; les forces de l'ordre roulent des épaules dans leurs nouveaux uniformes de combat. Il n'est plus possible de passer le coin de sa rue sans être arrêté, fouillé, interrogé. Il faut justifier de la raison pour laquelle on ne reste pas chez soi quand la police est dans la rue. Les cars gris sillonnent la capitale. M. Marcellin montre sa force. Ce qui ne l'empêchera pas de s'en servir le lendemain. Tout promeneur devient alors un suspect. S'il a moins de trente ans il est saisi, brutalisé, jeté dans un camion, insulté, parqué.

Tout cela ne servira à rien. Paris manifesterà pour crier sa solidarité avec l'anti-impérialisme des Américains et avec la lutte du peuple vietnamien. Alors c'est la matraque puis les ratonnades, la chasse aux manifestants jusque dans les maisons. Le soir, le ministre de l'Intérieur pourra

lancer son communiqué de « victoire » : « Il a été procédé à 2.651 interpellations. »

A vrai dire cette grotesque démonstration de force, cette brutalité stupide ne peuvent que dresser plus encore les masses populaires contre le régime qui prouve ainsi dans les faits sa solidarité avec les agresseurs du Vietnam. Mais ce qui est plus grave c'est la désinvolture cynique avec laquelle Marcellin et ses flics ont procédé en se moquant ouvertement des principes et des règles qui garantissent théoriquement les libertés individuelles. Le paravent judiciaire donné aux arrestations du 14 novembre ne trompe personne. Chacun sait que c'est depuis juin 1968 que les organisations révolutionnaires ont été dissoutes; que leurs anciens militants militent au grand jour et qu'aucun fait nouveau ne permettait ces arrestations massives. Que dire aussi de ces militants qui ont dû être bien surpris d'apprendre qu'ils tentaient de reconstituer un mouvement dissous alors qu'ils appartiennent... au P.S.U. ?

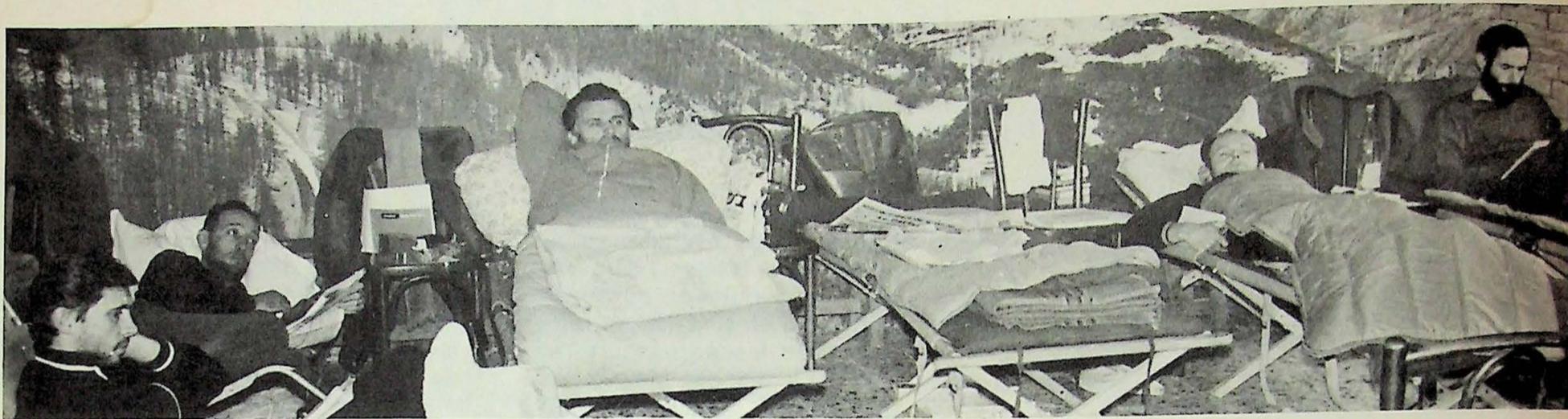
Mais, n'est-ce pas justement ce même Marcellin qui a refusé de publier les motifs de son décret de dissolution; n'est-ce pas le même Marcellin qui refuse depuis quinze mois de présenter sa défense au recours introduit devant le Conseil d'État, empêchant ainsi celui-ci d'annuler son décret et de rendre impossibles les poursuites pour reconstitution de ligue dissoute; n'est-ce pas le même Marcellin qui demande que le délai de garde à vue soit augmenté en toute matière et qui s'oppose à ce que la France signe la Convention Européenne des Droits de l'Homme tant que cette dernière n'aura pas autorisé cette garde à vue policière qu'elle interdit actuellement ? N'est-ce pas le même Marcellin qui tenta de justifier les brutalités de sa police par la publication d'un petit livre qui fit rire la France entière par sa sottise prétentieuse ? Décidément cet homme est dangereux. Où veut-il en venir ?

En fait, les opérations de la fin de la semaine ont été pour lui et sa police des « grandes manœuvres » au sens militaire du terme. Dans une affaire où il savait parfaitement que son « ordre » ne connaît aucun danger, il a fait faire à sa police un exercice. Il a sciemment dépassé les bornes pour savoir jusqu'où il pouvait aller trop loin. Il a voulu connaître non seulement les possibilités opérationnelles de sa police mais aussi quelle était sa marge de manœuvre face au gouvernement dont les contradictions internes éclatent là au grand jour; face à la « majorité » dont il faut faire taire les « libéraux ». Face au peuple surtout dont il faut savoir quelle est la possibilité d'organisation et de réaction.

A un moment où l'opinion publique découvre la carence d'un système judiciaire qui date de Napoléon et se passionne pour la liberté individuelle, au moment où Pleven, ministre de la Justice, proteste de ses bonnes intentions et où M. Chaban-Delmas promet la « société nouvelle », M. Marcellin frappe un coup brutal. Il procède à des arrestations préventives en s'appuyant — à tort ou à raison — sur la Cour de Sûreté de l'État. Cette juridiction d'exception permanente à moitié militaire, pilier judiciaire du régime gaulliste. Il généralise la pratique **illé-gale** de l'arrestation sans délit sous prétexte de vérifications d'identité.

Il y a là une série de faits d'une gravité exceptionnelle. Ce n'est pas même à Martinaud Deplat du complot des pigeons en 1952 que fait songer M. Marcellin mais à Chiappe. Lorsque le système juridico-législatif de la bourgeoisie n'est plus assez fort pour assurer son pouvoir, elle le viole délibérément. Cela s'appelle le fascisme. Alors il devient trop tard pour lutter. Certes, nous n'en sommes pas encore là. Mais aujourd'hui, les grandes manœuvres du ministre de l'Intérieur nous sonnent l'alarme, car par-delà les contradictions du gouvernement, ses hésitations; par-delà les luttes et les combats quotidiens se profile l'ombre menaçante de l'« ordre » de M. Marcellin. □

luttones ouvrières



La première victoire de Saclay

Anne-Marie Lefranc

Si les cinq techniciens de Saclay ont pu décider d'interrompre leur grève de la faim au bout de 19 jours, c'est qu'ils avaient enfin obtenu satisfaction pour que les femmes de ménages licenciées soient assurées de substantielles indemnités. C'est ainsi que par leur action ils avaient réveillé la solidarité de classe de tous les travailleurs du C.E.A. : le relais, désormais, est assuré par le mouvement de masse.

Il y a plus de deux ans que l'on attendait du gouvernement qu'il définisse une politique électro-nucléaire. Deux années d'atermoiements, dus en partie au fait que dans ce régime dit « stable » se sont succédé trois ministres de la Recherche ayant des opinions divergentes sur le problème des centrales nucléaires : reflet des contradictions internes à la classe qui nous dirige !

Et s'il est vrai que certains secteurs du C.E.A., notamment celui de la production de combustible nucléaire, sont actuellement sous-employés, c'est parce que les objectifs du V^e Plan n'ont pas été

réalisés. Parce que la paralysie gouvernementale a bloqué tout programme de construction de centrales nucléaires.

Un programme croupion

Ce n'est évidemment pas la pseudo-décision gouvernementale prise la semaine dernière qui peut relancer l'activité du C.E.A.

Un « programme-croupion » prévoit la construction d'une centrale de type « américain » l'an prochain, suivie de deux autres dans le cours du VI^e Plan, alors que le C.E.A., l'E.D.F. et l'industrie s'accordaient à juger minimum un programme qui aurait prévu la mise en chantier d'une centrale au moins chaque année.

Plus encore que l'abandon d'une technique de construction de centrales française, la décision traduit en fait le renoncement à une politique électronucléaire nationale. Ce n'est pas un hasard si au Journal Télévisé, c'est M. Louis Armand, qui a commenté cette

décision. M. Louis Armand vient en effet d'accepter la présidence du holding européen qu'a créé Westinghouse pour conquérir le marché des centrales nucléaires.

Et si le gouvernement n'a pas abordé autrement que par un « vœu pieu » le problème fondamental, celui de la restructuration nécessaire de l'industrie nucléaire française, c'est qu'une fois de plus ce sont les grandes firmes américaines — General Electric et Westinghouse — qui se chargeront de faire cette restructuration.

Les travailleurs du C.E.A. en grève défendent leur emploi menacé mais en même temps ils défendent un potentiel de recherche qui concerne tous les travailleurs. Vingt ans d'investissements importants ont fait du C.E.A. un centre de recherches avancées, non seulement en électro-nucléaire, mais en physique fondamentale, en biologie, en électronique et en métallurgie. Fidèle à sa politique « chalandonienne » de dénationalisation, le gouvernement

veut démanteler cet organisme public et livrer au capitalisme international le secteur de l'énergie nucléaire.

Sous le contrôle des travailleurs

Sans doute faut-il réorganiser le C.E.A. Les travailleurs en grève ne le contestent pas. Mais ils demandent à être associés à cette réorganisation, et qu'elle se fasse autour d'un programme. La direction s'est bornée à leur annoncer 2.600 suppressions de postes. Et nul programme. Dès lors, les travailleurs du C.E.A. peuvent se demander si les mesures annoncées ne sont pas les premières d'une liquidation complète.

Le C.E.A. a deux vocations : recherche fondamentale et développement technologique. Dès lors que le gouvernement saborde la recherche et livre les applications au capitalisme international, on peut en effet se demander quel avenir il reste au C.E.A. Aucun. Hormis celui que peut arracher la lutte résolue des travailleurs du C.E.A. □

Les patrons de Béziers perdent 100 travailleurs par mois

La situation, dans le domaine de l'emploi, s'aggrave encore à Béziers. Après les licenciements aux Docks Méridionaux, puis à l'entreprise Lingerie c'est à présent le tour de 183 employés de chez Mas d'être licenciés. En fait, c'est 370 emplois qui viennent d'être supprimés, car avant la fusion de Mas et des Sièges Languedociens, l'ensemble des deux entreprises totalisait 530 travailleurs dont 90 % de jeunes. Il en restera 160 ! C'est-à-dire, qu'en fait, l'usine a perdu 370 emplois. La direction de la nouvelle société C.M.C. n'a pas l'air de s'émouvoir de la chose.

Après ceux qu'ont perdu les Docks Méridionaux et l'entreprise Lingeri, que perdront la Sobiac, les

P.T.T. et la S.N.C.F. très prochainement, c'est un effectif de 600 emplois supprimés aux travailleurs biterrois en 6 mois.

Notre région, disait un camarade de la section de Béziers, est en proie à une véritable colonisation intérieure, elle se transforme en un véritable désert économique, une réserve de chômeurs pour peser sur les salaires, mais aussi une réserve de boys prêts à servir les capitalistes lorsqu'ils viennent sur nos côtes aménagées pour leurs vacances.

Lorsque les travailleurs biterrois entendent notre premier ministre Chaban-Delmas parler de « nouvelle société » c'est-à-dire

« d'une société de consommation plus un complément d'âme », ils sont pris d'une violente colère, car on leur a déjà fait le coup des phrases creuses. Ils se souviennent — surtout les jeunes — des paroles prononcées à Béziers par le général de Gaulle qui, parlant de la jeunesse disait « ...Je leur promets une belle arrivée... » C'est plus exactement d'un mauvais départ qu'il faut parler, car dans les conditions de l'emploi à Béziers, les jeunes n'ont plus qu'une solution : quitter la région, pour aller chercher dans les régions de forte concentration capitaliste un travail qui leur est refusé dans le biterrois et, d'une façon plus générale, dans le Midi.

Une belle arrivée ! disait le général, lorsque chez Mas 8 personnes sur 10 sont des jeunes, que pour la plupart il s'agissait là de leur premier métier, et que dès cette première place, ils sont chômeurs !

La campagne que va mener notre parti sur le contrôle ouvrier, ne sera pas difficile à faire comprendre aux travailleurs biterrois. Ils savent déjà, que la lutte pour le contrôle ouvrier aurait permis aux travailleurs des Docks Méridionaux de s'opposer efficacement à la gestion de la direction, bien avant qu'ils soient devant le licenciement. Ils savent aussi que c'est dans la lutte et par l'union à la base qu'ils imposeront leur volonté. □

Le but de la Thomson :

Être concurrentiel

La concurrence est dure pour les capitalistes, et il faut bien que la Thomson-C.S.F. d'Issy-les-Moulineaux place sa production « à des prix défiant toute concurrence » sur le marché national et international des petits moteurs, synchros, relais qui sont utilisés tant par les civils que par les militaires.

La division électro-mécanique (D.E.M.) doit donc avoir un personnel qualifié, qui travaille « aux meilleures cadences » et « aux meilleurs prix ».

La D.E.M. est composée essentiellement de jeunes et de femmes, qui en majorité ont la qualification d'O.S. et le demeurent.

Pourtant au bout d'un certain temps de pratique, la qualification augmente, et l'on demande aux O.S. un savoir-faire accru, sans pour autant leur donner un titre supérieur, qui entraînerait un salaire supérieur.

Le vendredi 7 novembre, des travailleurs de l'atelier de bobinage de la division électro-mécanique demandent aux délégués C.G.T.-C.F.D.T. d'intervenir auprès de la direction pour connaître les raisons du « resserrement de la discipline ». Un chef de service les reçoit, et explique que l'entreprise souffre de la concurrence.

Un tract diffusé le 14 novembre par un groupe d'ingénieurs « jaunes » expliquait d'ailleurs cette position :

« Nous, ingénieurs et cadres D.E.M., conscients :

— des difficultés de la division qui résultent :

- d'une diminution des prises de commandes due à un rétrécissement du marché dans le domaine relais ;

- de l'écroulement des prix de vente par le jeu normal de la concurrence dans le domaine machines ;

— de la nécessité qui en résulte de mettre tout en œuvre, par un travail d'équipe pour proposer au plus vite des produits nouveaux ;

— de ce que le « Profit » doit d'abord être créé pour qu'on puisse discuter de sa distribution » (...).

Mais les O.S. n'ont pas entendu ce langage. Curieux... Quand on sait que le salaire moyen des O.S. à la division électro-mécanique est inférieur à 1.000 francs par mois.

Les positions se sont durcies, et les travailleurs ont fait tenir leurs revendications à la direction :

- suppression complète des « temps » ;

- refus des avertissements signifiés aux parents pour les jeunes filles de 18 ans ;

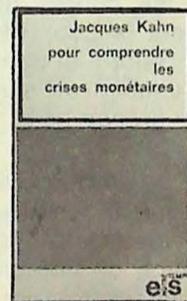
- refus des brimades de toute nature ;

- passage rapide d'O.S.2 à P. 1 et de P. 1 à P. 2.

Les ouvrières de l'atelier de bobinage refusent d'être considérées comme des machines à produire, et utilisées en conséquence. La direction sera forcée d'en tenir compte. □

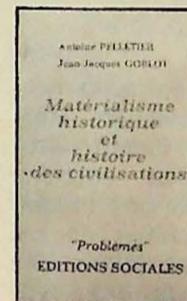
LES NOUVELLES PARUTIONS DES EDITIONS SOCIALES

POUR COMPRENDRE LES CRISES MONÉTAIRES, par Jacques KAHN F 5,20



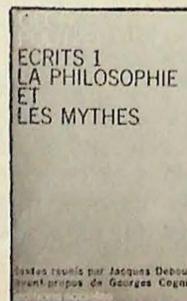
En novembre 1968, une vague de spéculation « fabuleuse » se déchaîna contre le franc. Qui étaient les spéculateurs ? Le 8 août 1969, notre monnaie était dévaluée à l'improviste. Les capitaux évadés y gagnent une prime de 12,5 %. Qui va payer ? A tout moment, le franc, la livre, le mark, le dollar lui-même, peuvent être au centre de nouveaux remous. Pourquoi ? L'auteur répond à ces interrogations et à bien d'autres.

MATERIALISME HISTORIQUE ET HISTOIRE DES CIVILISATIONS, par PELLETIER-GOBLON F 10,00



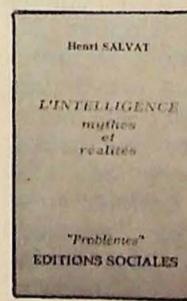
La conception marxiste de l'histoire peut-elle faire valoir sa fécondité jusque dans le camp des phénomènes auxquels les historiens des civilisations accordent une attention privilégiée ? C'est, du moins, ce que les auteurs entreprennent de montrer — non sans avoir critiqué, au préalable, les dégénérescences dogmatiques qui ont pu, dans un passé récent, masquer cette fécondité.

LA PHILOSOPHIE ET LES MYTHES - ECRITS 1, de Georges POLITZER F 15,00



Le propos du présent recueil est de mettre en valeur la contribution spécifique de Georges Politzer à la pensée marxiste. Ici sont réunis un certain nombre de textes d'inspiration philosophique. Philosophe c'était pour Politzer savoir « passer du plan de la philosophie, de l'histoire de la philosophie, au plan de la manifestation, ne plus seulement poser des règles générales, mais exprimer une situation réelle, viser des faits concrets et actuels ».

L'INTELLIGENCE, MYTHES ET REALITES, par Henri SALVAT F 19,00



Pour une approche marxiste des faits de psychologie, la notion classique d'intelligence « pure » attribut inné ou héréditaire de la personne humaine, différenciant qualitativement et quantitativement les individus, est-elle un mythe ou une réalité ?

DEMANDEZ-LES EN LIBRAIRIE

Pour MM. les libraires : ODEON-DIFFUSION t 24, rue Racine - PARIS (6^e)

BON pour recevoir gratuitement le catalogue général (dernière édition 1969) des EDITIONS SOCIALES, 168, rue du Temple, PARIS 3^e.

NOM PRENOM

ADRESSE DEPARTEMENT N°

Pressing répression

Jacques Ferlus

Voici la triste et véridique histoire de quelques travailleurs de Roubaix, histoire qui malheureusement n'est pas exceptionnelle du tout. Puisse-t-elle contribuer, c'est ce que souhaitent ceux qui en sont les acteurs, au développement de la lutte pour la dignité des travailleurs.

C'est donc à Roubaix, dans une petite usine de métallurgie, que se déroule cette histoire. Les établissements **Lemaire et Cie** fabriquent des presses à repasser les vêtements et importent des machines à laver de grande capacité pour les collectivités et les blanchisseries.

L'entreprise marche bien. Il y a 228 salariés : 16 cadres, 50 techniciens, 12 agents de maîtrise, 50 employés, 100 ouvriers. Les salaires sont corrects et les conditions de travail pas pires qu'ailleurs. Mais il y a une direction qui s'apparente plus aux seigneurs du moyen âge qu'aux chefs d'entreprises du XX^e siècle, tels qu'ils sont décrits dans les livres.

Liberté de travail et liberté des travailleurs

Jusqu'en 1968 tout se passe normalement pour la direction. Mais voilà qu'arrivent ces fameux événements. Grève. Des sections C.F.D.T. et C.G.T. se constituent. Elles déposent un cahier de revendications : augmentation des salaires, mensualisation, droit syndical. La direction signe tout ce qu'on lui présente, elle ne peut vraiment pas faire autre chose.

La grève terminée, il ne reste plus qu'à faire entrer tout cela dans les faits. Les syndicats demandent l'élection d'un comité d'entreprise et de délégués du personnel. Surprise pour la direction : cela n'était pas prévu. Les travailleurs se fâchent et menacent de recommencer une grève. D'accord : il y aura élections. Oubliant que, pour le premier tour, seules les organisations syndicales peuvent présenter des candidats, on fait appel à des candidatures libres. Sur protestation des syndicats cet appel est finalement retiré, mais tous les travailleurs avaient eu le temps d'en prendre connaissance. Et pour cette atteinte à la loi, l'entreprise n'a pas été condamnée.

Le jour des élections un tract est distribué aux travailleurs par de fidèles serviteurs du patronat. Dans un texte bien senti on tente de prouver que le syndicalisme est une aventure pour irresponsables. Le tout est signé par un soi-disant « comité de défense des libertés du travail ». Il semble bien que les

membres de ce comité n'ont pas conscience que la liberté du travail commence par la liberté des travailleurs.

Les travailleurs par contre l'ont bien compris. Tous les sièges de titulaires sont pourvus dès le premier tour (délégués du personnel : 3 C.F.D.T. et 1 C.G.T. ; comité d'entreprise : 2 C.F.D.T. et 1 C.G.T.). Il est des lendemains d'élections où la mine dépitée des patrons provoque les rires des travailleurs.

Il y aura malgré tout un deuxième tour. Par un ingénieux système de liste individuelle, la direction fera élire trois délégués suppléants tout de jaune vêtus.

Quand le PDG participe à la réunion syndicale

Ce n'est que trois mois après les élections que la direction accepte de réunir le comité et la délégation du personnel. Il lui fallait bien tout ce temps pour réfléchir sur le comportement qu'elle devait avoir face à ces syndiqués qui « veulent faire diminuer les heures de travail, qui demandent la suppression de la fête de la Saint-Eloi dans l'entreprise, et qui veulent se servir du syndicat pour préserver leur avenir personnel. »

Mais le fait de se rencontrer, enfin, ne va pas arranger les choses. En mars dernier, les syndicats obtiennent une réunion du personnel pour l'informer sur la tournure que prennent les entretiens de Tilsitt. Le délégué C.F.D.T. fait son exposé. Le P.D.G. est là. N'est-il pas, lui aussi, un salarié de l'entreprise ? Et voici qu'il prend la parole pour s'adresser au camarade délégué. Il ne dit que quelques mots : « Vous êtes un empoisonneur de mauvaise foi et partisan ! » Ça c'est envoyé. Et pour remercier leur patron, des travailleurs décident de participer à la grève nationale du lendemain. Qui peut encore affirmer que le patronat n'est jamais solidaire de la lutte des travailleurs ?

Celui qui ne travaille pas n'a pas besoin de manger

La direction va d'ailleurs manifester sa bonne volonté en mettant à l'ordre du jour du comité d'entreprise la tarte à la crème de l'année 1969 : l'intéressement. Enfin, on peut dialoguer. Pas longtemps. Les délégués refusant de signer un texte dont certains points sont encore obscurs, la direction fait une information écrite pour tenter de retourner les travailleurs

contre les syndicats. Encore une fois ça ne marche pas. L'épreuve de force devient inévitable.

L'occasion ne tarde pas à se présenter. Un délégué C.F.D.T. a une discussion un peu vive avec un cadre. On demande au délégué de faire des excuses ou de s'en retourner chez lui. Pour bien montrer qu'on le laisse libre de choisir, on donne l'ordre à son contremaître de ne plus lui fournir de travail.

Les autres délégués sortent de l'usine, ainsi que le leur permet la loi, pour aller consulter les dirigeants du syndicat. A leur retour l'usine est fermée. A travers la porte, le P.D.G. leur intime l'ordre de rentrer chez eux : « Celui qui ne travaille pas n'a pas besoin de manger. »

Mais le P.D.G. est trahi dans son dos. Les travailleurs de l'usine se mettent immédiatement en grève. Et ce jour-là, on a vu, à Rou-

baix, un pauvre P.D.G. suppliant qu'on reprenne le travail, promettant que tout le monde deviendrait actionnaire. Mais les travailleurs ne demandaient que la clé de la porte. Ils l'ont obtenue. Leurs six camarades ont repris leurs places.

Ainsi se termine cet épisode de la triste histoire de Roubaix qui n'est, hélas, pas finie. Chaque jour, au mépris des lois et de la dignité ouvrière, les établissements **Lemaire** provoquent les travailleurs. Chaque jour à Roubaix, comme dans nombre d'entreprises à travers le pays, des militants syndicaux, des travailleurs ajoutent un nouveau chapitre à l'histoire de la lutte ouvrière. Et c'est bien parce que ce qui se passe à Roubaix se passe aussi ailleurs, que le mouvement ouvrier ne désarme jamais et trouve toujours de nouvelles raisons d'espérer. Mais cela est bien difficile aux établissements **Lemaire** ou ailleurs. □

LOCATION DE SKIS et CHAUSSURES

SKIS STRATIFIES

STRATO (Rossignol) - SIM'S - KNEISSL, etc.

SKIS METAL, BOIS

Tous nos skis sont équipés double sécurité, avec talonnière

CHAUSSURES A CROCHETS

EQUIPEMENTS

Anoraks, fuseaux, etc.

Location - Vente - Service Réparations

SERVICE LOCATION-VENTE AUX COLLECTIVITES

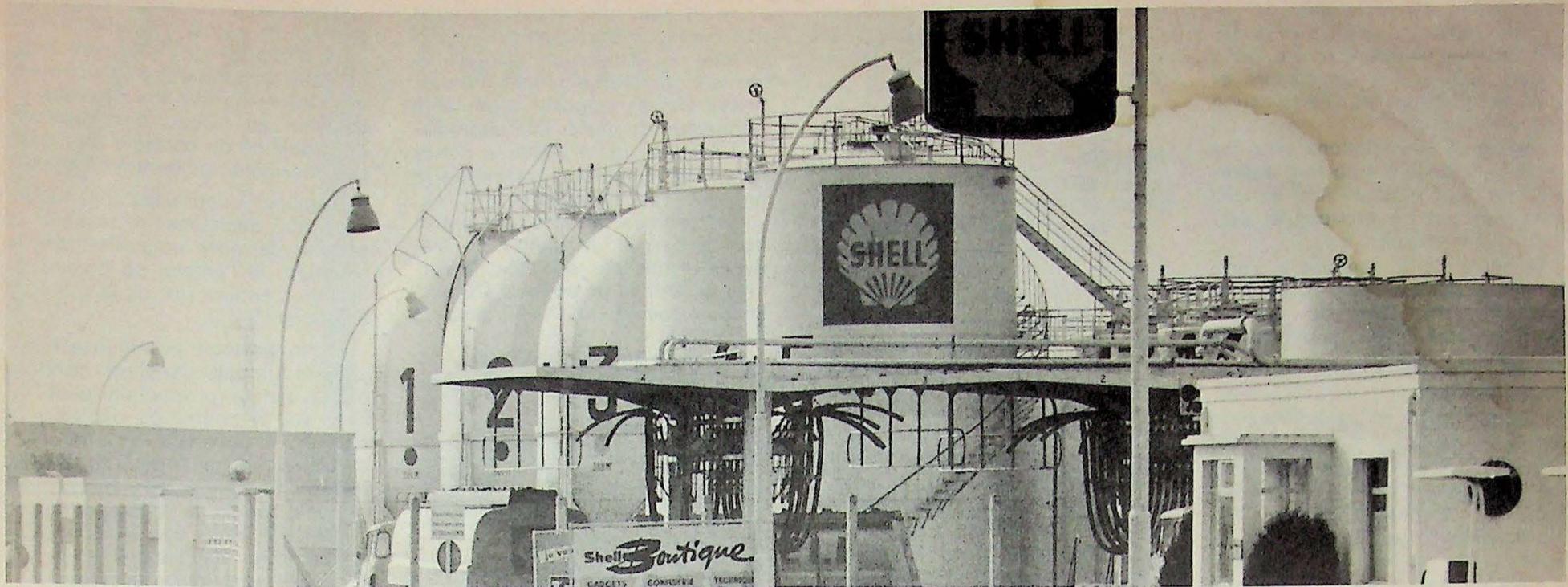
Comités d'entreprises, municipalités, M.J.C., etc.

la clé des champs

42, rue de Maubeuge - 75-PARIS (9^e)

Tél. : TRU. 56-61

Métro : Cadet



D.R.

La journée nationale chimie du P.S.U.

Une grande partie des sections et groupes d'entreprises du pétrole, et dans une moindre proportion de la chimie, avaient délégué un camarade à cette journée.

Les débats ont été animés et riches, et la convergence des points de vue s'est faite après ceux-ci grâce à une clarification du texte voté au Conseil national, jugé en première analyse trop compact.

— A noter la grande diversité syndicale des militants de cette branche d'industrie (C.F.D.T., C.G.T., F.O.).

— A noter aussi les résultats d'une enquête menée groupe par groupe sur les rapports parti-syndicats et où il n'a été trouvé aucun exemple de conflits majeurs avec les sections syndicales. Il est utile de donner ici, par exemple, les résultats de cette enquête sur l'I.F.P. Rueil, cité dans la presse bourgeoise comme un exemple de « noyautage » :

A la section C.F.D.T., sur 14 membres du Bureau de la section ayant le droit de vote, 2 sont au P.S.U., et, en tout cas, aucun secrétaire n'est membre du parti.

A la section C.G.T., aucun membre du Bureau n'est au P.S.U.

— A l'intérieur du syndicat C.F.D.T., deux propositions faites par nos militants ont été acceptées, les voici :

I. — La création d'un Conseil syndical issu des groupes de base mis en place. Le rôle de ce Conseil est, dans un premier temps, de recueillir les options de la base à partir de ces groupes ;

II. — Le renouvellement automatique d'un certain nombre de membres du Bureau (tous les ans) pour éviter la bureaucratisation et pour assurer une meilleure formation des militants par l'exercice de responsabilités effectives.

Cette orientation se passe de tout commentaire et fait justice des accusations portées abusivement.

Cette journée, si elle est aussi le témoignage d'une grande interrogation et d'une grande angoisse devant l'absence de stratégie du mouvement syndical, a porté essentiellement sur les tâches politiques que nous avons à remplir dans cette branche d'industrie.

Du bon travail et de précieuses indications pour les trois camarades de la chimie et du pétrole membres de la Commission nationale Entreprises ; ils ont été d'ailleurs unanimement confirmés dans leur mandat.

A. B.

Petite annonce

Demande DACTYLO, même débutante.
Ecrire **Découverte et Culture**,
94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e

La journée nationale de la chimie s'est réunie à Paris le 9 novembre 1969.

Le débat s'est ouvert d'entrée sur les relations parti-syndicats, à propos de la lettre de la Fédé-chimie C.F.D.T. Il est apparu indispensable de préciser la signification des termes : courroie de transmission et noyautage, à partir des réalités historiques :

Courroie de transmission : C'est le fait d'un parti qui s'installe dans l'appareil d'un syndicat et qui transmet les directives politiques du parti de bureau à bureau ; en conséquence le syndicat applique la tactique du parti.

Le noyautage : Entrée du parti par la base avec, pour objectif, de prendre les leviers de commande de l'organisation syndicale (cela peut être le premier stade avant la courroie de transmission).

En fait, le P.S.U. rejette à la fois la courroie de transmission et le noyautage ; ceci non pas pour rassurer les syndicats, mais parce que c'est incompatible avec la ligne politique du parti :

Il s'agit, pour le P.S.U., d'apporter au mouvement de masse des propositions qui seront acceptées ou non par les travailleurs. Ce qui permet une confrontation permanente de la théorie à la pratique. Si le parti contrôlait l'organisation de masses, il n'y aurait plus la possibilité de vérifier la justesse de ses propositions.

Nous devons être implantés dans les entreprises de façon à pouvoir intervenir aussi dans le parti, afin d'éviter tout décalage vis-à-vis de la réalité du mouvement ouvrier.

La lettre d'Edmond Maire pose deux autres questions :

— Est-ce qu'un militant politique est utile ?

— Faut-il changer la société ?

Ce sont là deux questions fondamentales qui, si l'on y répond oui, nous obligent à poser le problème de l'action en terme collectif.

L'expérience montre qu'il n'existe aucune issue spontanée à l'action de masse : il faut une théorie. Le militant politique doit, dans l'entreprise, fusionner la théorie et la pratique, si l'on veut à un jour détruire le capitalisme ; bien sûr, les syndicalistes connaissent les outils théoriques, mais la lutte en termes de revendications ne les conduit pas toujours à une stratégie de rupture.

Il n'y a pas de solution individuelle et il faut un lieu de confrontation des expériences et des analyses : c'est la section ou le groupe politique d'entreprise ; il n'est donc pas question de remettre en cause cette forme collective de l'action politique dans l'entreprise.

Quelles sont les tâches ?

1^o Former des militants politiques en leur permettant d'acquérir un outil d'analyse politique ;

2^o Apprécier à partir de cet outil la situation concrète dans l'entreprise et les stratégies syndicales si elles existent ;

4^o Faire des propositions aux travailleurs en respectant la démocratie prolétarienne de masse, et aux syndiqués en respectant la démocratie syndicale, seuls moyens de vérifier si les propositions sont justes.

Les liaisons avec le parti

Faire remonter vers le parti les résultats des confrontations sur ses thèses auprès des travailleurs et examen critique de l'application des orientations.

Nécessité des relations avec les sections locales qui doivent apporter tout leur soutien aux actions engagées par les groupes et sections d'entreprises.

La suite de la journée a porté sur le problème des fusions et concentrations dans le secteur chimie-pétrole. Deux commissions ont été constituées :

I. — CHIMIE

Il s'agit actuellement pour les capitalistes de créer des géants industriels aux dimensions des groupes européens et américains (axe important Rhône - Poulenc) d'où l'élimination des petites entreprises...

Cela se traduit dans la pratique par des licenciements, des diminutions d'embauche (la productivité augmentant).

On enregistre actuellement l'emploi par les patrons de la chimie d'un personnel extérieur surexploité et non protégé.

En ce qui concerne la recherche, on assiste dans le secteur chimie du C.N.R.S. à une pression du secteur privé qui veut s'approprier cette recherche qu'il finance.

Des propositions ont été faites au sujet du personnel en location :

- Prise en charge de leurs problèmes par eux-mêmes ;
- Lutte pour la prise en charge

par les travailleurs de l'entreprise des problèmes des ouvriers venant de l'extérieur. (Ex. action exemplaire au C.E.A. Saclay.)

Contrôle ouvrier

Impulsion des luttes sur les trois objectifs :

— Les conditions de travail (horaires, pointage) ;

— Le contrôle de l'embauche ;

— Contrôle sur les salaires (grilles).

Selon la phase de développement des luttes et si elles atteignent un niveau aigu, le premier objectif reste la mise en place de **conseils de base**, d'assemblées du personnel, pouvant aller jusqu'au débordement sur la ville. Là où l'entreprise atteint une dimension internationale (Michelin) se trouve posé le problème d'une stratégie politique internationale.

A cette occasion, deux questions sont posées au mouvement syndical :

— Que compte-t-il faire pour les travailleurs loués de l'extérieur ?

— A-t-il une stratégie sérieuse internationale sur l'ensemble du holding ?

II. — PETROLE

L'examen de la structure des groupes pétroliers en France et de leur évolution a mis en évidence deux aspects :

— L'abandon de la politique d'indépendance énergétique des gouvernements de De Gaulle au profit du développement des groupes privés n'est pas évidente dans la situation actuelle ;

— Le fait que cette évolution soit ressentie partiellement justifie qu'une documentation soit réunie par la Commission nationale Entreprises afin de disposer d'éléments permettant de porter une appréciation fondée sur la politique pétrolière. Les militants sont invités à envoyer leurs éléments à la C.N.E.

Cet examen des groupes pétroliers a permis de mettre en évidence le rôle des sociétés de service gérant les personnels (28 personnes pour E.R.A.P., 40 pour la C.F.P.). (*)

Devant cette situation de holdings, deux conséquences apparaissent :

— Impossibilité d'intervention syndicale dans ces holdings puisqu'avec moins de 50 personnes ils n'ont pas de C.E. (et pourtant ce sont les lieux-mêmes où se prennent les décisions !)

— Les difficultés à poser les problèmes de contrôle au stade de la production uniquement (cadenques, salaires, qualifications), puisque le problème du pouvoir n'est pas abordé ou l'est peu. En fait, le pouvoir de décision se situe en dehors des unités de production.

L'analyse de cette situation conduit à dire que le capitalisme évolue : d'une forme de pouvoir technocratique, il revient à une concentration très étroite des pouvoirs de décision au niveau des capitaux. Le problème du contrôle doit donc se situer concrètement à ce niveau.

Mais, par ailleurs, les conséquences des décisions dépassent le secteur pétrolier pour atteindre la situation de l'emploi au niveau de la région entière (ex. de la S.N.P.A. à Mourenx). (*)

Ici, la stratégie politique est forcément globale (seul le contrôle direct sur la production peut influencer sur le centre de décision financier, à condition qu'il soit assuré simultanément dans toutes les filiales internationales ; sur le plan régional, seule la mobilisation de l'ensemble des travailleurs pour un contrôle sur l'implantation industrielle peut jouer un rôle).

Mais la question se pose : y a-t-il une stratégie syndicale globale ? □

(*) E.R.A.P. : Groupe Pétrolier Etatique.
C.F.P. : Compagnie Française des Pétroles.
S.N.P.A. : Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine.

Le P.S.U. dérange l'Express

A la suite d'un article paru dans l'Express du 10 novembre et intitulé « Le P.S.U. dérange les appareils » le bureau de la section syndicale C.F.D.T. de l'Institut Français du Pétrole a été directement mis en cause par E. Maire comme étant « noyauté » par le P.S.U.. Les militants C.F.D.T., émus de ces déclarations grossièrement inexacts quant aux faits, ont insisté auprès de E. Maire pour obtenir de lui la publication d'un dé-

menti dans l'Express. Le bureau de la section C.F.D.T. a tout spécialement tenu à prolonger la lettre que E. Maire a envoyée à l'Express d'une déclaration dans laquelle il fait mention de motions votées à l'unanimité par l'assemblée générale C.F.D.T. de l'I.F.P. dont certaines présentées par des militants P.S.U. et interdisant dans la pratique la prise en main du bureau de la section C.F.D.T.

« P.S.U. DOCUMENTATION » reparait

avec un numéro double (8 et 9) consacré à « l'histoire du Parti »

Rappel des numéros disponibles :

- 1 - Du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'autogestion.
- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.

A paraître

- Les classes sociales.
- Histoire du trotskysme.
- Les problèmes de l'emploi.
- Capitalisme et urbanisme.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

Liste n° 3

Rosa Luxembourg, Œuvres. Tome 1	6,15
» » Tome 2	6,15
» » Tome 3	6,15
» » Tome 4	6,15
Premiers pas dans l'Economie, Albertini	24,00
Dans 30 ans, la Chine, R. Guillaud	7,50
Critique de la Société, T.-B. Bottomore	20,60
Précis Historique et Théorique de Marxisme-Léninisme, J. Roux	10,70
Pouvoirs Politiques et Classes Sociales, N. Poulantzas	24,65

Prix réel 112,05

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

PAIEMENT A LA COMMANDE

Henri Beley



Aqip

L'impérialisme, pour l'homme de la rue, est un mot abstrait. Il suffit cependant d'expliquer quelques-unes de ses méthodes pour qu'il prenne une réalité scandaleuse et explosive.

Au récit des tortures infligées aux détenus vietnamiens on comprend mieux qu'il n'y a pas à obtenir un *statu quo*, une paix, entre les deux camps. Il y a un ennemi, il s'agit de le détruire. C'est à cela que s'emploie le G.R.P.

De là proviennent nos mots d'ordre. De là provient l'explication que nous devons mener.

M.D.

Comme nous l'écrivions dans un précédent article, les manifestations américaines contre la guerre du Vietnam, si elles gênent de toute évidence la Maison-Blanche par l'ampleur du mécontentement qu'elles expriment, sont trop délibérément pacifistes et libérales pour que leur portée politique immédiate ne soit pas des plus limitées. Encore nous montrions-nous trop optimistes en pensant qu'il ne fallait pas pour cela sous-estimer cette dernière : le bruit qui courrait à propos d'un retrait prochain de 300.000 G.I.'s s'est révélé, on l'a vu, dénié de fondement... Non seulement Nixon ne lâche pas du lest, mais il durcit son attitude. L'influence du « complexe industriel-militaire » suffit-elle à expliquer une politique qui contredit non seulement les intérêts du peuple américain, mais aussi les intérêts immédiats d'une bonne partie de la haute finance ? En réalité, les hésitations de la politique de Nixon ne s'expliquent pas vraiment si on ne les comprend pas comme étant l'expression des intérêts de l'ensemble des classes dirigeantes américaines et de toute la grande bourgeoisie mondiale.

En l'occurrence, on peut dire qu'un départ immédiat d'une large fraction des troupes U.S. occasionnerait, comme lors des précédents « pas en avant » vers la paix, une brusque montée des cours à Wall Street, traduisant ainsi la satisfaction à court terme de la bourgeoisie financière. Mais il est évident — si l'on se souvient de l'aveu fait il y a quelques années par le directeur de la section « Express-Orient » de la Chase Manhattan Bank (« l'engagement américain au Vietnam a considérablement rassuré nos investisseurs asiatiques et occidentaux ») — qu'à moyen terme (c'est-à-dire une fois passé le moment de surprise et de soulagement), un retrait immédiat des troupes détruirait dangereusement la confiance des investisseurs. Confiance sans laquelle la société capitaliste — on le voit bien en France ! — apparaît pour ce qu'elle est : la plus instable de toutes les sociétés connues et imaginables.

Du pacifisme à la lutte anti-impérialiste

Cette contradiction entre le désir d'en finir avec une guerre ruineuse et la crainte de voir les capitaux s'enfuir de tout l'Extrême-Orient, explique en grande partie pourquoi

l'administration Nixon, garante de la stabilité de l'ordre capitaliste à l'échelle mondiale, fait continuellement passer les commentateurs de la presse libérale de l'espoir au pessimisme le plus sombre. L'opposition de la majorité des Américains à la guerre du Vietnam ne pourra donc que se durcir au fil des mois, à mesure qu'un nombre grandissant d'Américains comprendront l'insurmontable contradiction entre une politique conforme aux intérêts globaux de l'impérialisme et une politique de paix — et comprendront en conséquence que la lutte pour la paix passe nécessairement par le combat anti-impérialiste, un combat qui ne peut que se traduire par un affrontement *non-pacifiste* et de plus en plus dur, avec les défenseurs de l'ordre impérialiste !

La grande frayeur

Cette lente prise de conscience de l'opinion américaine s'est déjà révélée, lors des manifestations des 13, 14 et 15 novembre, par une manifestation d'une ampleur sans précédent à Washington et, — surtout — par une certaine peur qui s'est em-

parée du gouvernement U.S., une peur qui apparaît dans l'énorme déploiement policier ordonné en cette occasion. A voir le Pentagone et tous les bâtiments publics de la capitale américaine transformés en bastions, tous les anti-impérialistes du monde ne peuvent que se montrer satisfaits !

La frayeur des classes possédantes est toujours un signe infallible. Ainsi, l'in vraisemblable et grotesque déploiement de forces qu'on a pu constater, à Paris notamment, samedi dernier prouve une fois encore que le capitalisme français n'est décidément guère sûr de son avenir... Que de telles mesures policières puissent être prises à propos d'une manifestation contre une guerre qu'officiellement le gouvernement français désapprouve, voilà qui démontre bien que la lutte contre l'impérialisme U.S. ne peut plus apparaître aujourd'hui comme une « fuite en avant » qui nous éloignerait (aux dires d'un bon nombre de militants révolutionnaires) des problèmes spécifiques à la France. En luttant contre l'impérialisme américain, c'est le pouvoir capitaliste français que nous touchons aujourd'hui directement. □



A.F.P.

M. Ronald Reagan, gouverneur de Californie.

Ce que j'ai subi dans les prisons vietnamiennes

La déclaration qu'on lira ci-dessous a été remise à la presse par Mme Nguyen Thi-Chon, membre de la délégation du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud Vietnam à la Conférence de Paris. Militante du Front National de Libération du Sud Vietnam dans la région de Saigon-Cholon, Mme Nguyen Thi-Chon est aussi membre du Comité Exécutif de l'Union des Femmes pour la libération du Sud Vietnam. Tribune Socialiste exprime ses remerciements à la délégation du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud Vietnam à Paris pour lui avoir permis de reproduire cette déclaration ainsi que le document qu'on lira à la page suivante. (Les intertitres sont de la rédaction de T.S.)

« Les camps d'internement ont une population à majorité féminine, elles sont les victimes privilégiées de la pacification, dans la lutte quotidienne elles sont arrêtées en masse et retenues en prison.

Le rôle des Américains

Ils dirigent les opérations d'arrestations, ils dirigent tout depuis les

plans de construction de la cellule de la prison centrale jusqu'aux tortures. Tous les appareils de torture et instruments divers sont *made in U.S.A.* Ils dirigent minutieusement chaque torture, chaque opération.

Quand je fus arrêtée, ce fut pour eux une joie immense d'avoir arrêté un cadre révolutionnaire. Ils ont guidé les fantoches dans le choix du fouet avec lequel je serais frappée.

C'est eux qui dressent la liste d'aveux que l'on présente aux prisonniers. On dit aux torturés ce qu'ils avouent et à quelle organisation ils sont sensés appartenir.

Il y a aussi des agents U.S. qui sous le couvert de journalisme, viennent contrôler dans les provinces si les fantoches ont bien appliqué les consignes du gouvernement de Washington.

Dans les cas de très grand intérêt, les Américains se chargent eux-mêmes de faire un « interrogatoire supplémentaire ».

Les prisonniers dans leur grande majorité sont envoyés dans les camps d'internement sans aucune forme de procès. Tout ce dont je parle se passe dans les prisons de Saigon, c'est-à-dire là où les U.S.A. ont besoin de garder une apparence de démocratie vietnamienne. Dans les provinces, surtout les plus éloignées, ce sont les Américains qui torturent eux-mêmes ; les prisonniers là-bas ne dépendent pas de l'administration de Saigon, mais directement des U.S.A.

Parmi les nombreuses prisons dans lesquelles j'ai séjourné : la prison des parachutistes américains de Cu Chi à 30 km au N.-E. de Saigon.

Dans Saigon, dans les grandes villes, là où peut être exercé un contrôle international, ce ne sont pas les Américains eux-mêmes qui dirigent. Mais dans les prisons de province, là où il n'y a pas d'inspection, les Américains exécutent eux-mêmes, et les degrés de barbarie augmentent.

A Saigon, il y a des villas anodines, bien entourées de barbelés, ou de tôles qui servent de prisons et de salles de tortures.

Jusqu'ici le commandement U.S. n'a pas fait poursuivre les tortionnaires. Il ne pense pas les condamner, et pour cause, puisque c'est lui qui ordonne ce qu'ils font.

Tortures et "disparitions"

Seulement quelques exemples. La première chose faite quand on vous arrête, on vous dépouille de tout vêtement devant tous les hommes. Viol collectif — même des très jeunes filles.

Cas personnel : dévêtue devant une dizaine de personnes. Viol. Acharnement des tortionnaires sur les organes génitaux. Utilisation de l'électricité. Introduction de bâtons de bois dans le vagin.

Autre exemple : après avoir cassé le goulot d'une bouteille, introduction dans le vagin.

Les doigts imbibés d'essence et enflammés. Les tortionnaires plantent des épingles dans les doigts. Les doigts et les pieds sont brûlés à la chandelle.

Je connais personnellement Mesdames... (suivent quatre noms) qui ont subi ces tortures et bien d'autres encore.

Dans une prison : quarante à cinquante entassées. On ne peut que se tenir assis. Toutes nues. Chaque jour on nous donne une boîte de conserve d'eau et une poignée de riz. La respiration des détenues se condensait sur le plafond du cachot et les murs ruisselaient.

Les tortionnaires profitent des règles, grossesses, maladies qui rendent les détenues plus vulnérables pour essayer de leur extorquer de soi-disant aveux.

Mme Thanh Van est asthmatique. On profite de ses crises d'asthme pour la torturer.

Les tortionnaires ne cherchent pas à tuer trop vite, mais cherchent plutôt à faire durer la victime. Mais très souvent il y a des morts. Alors on attache une pierre autour du cou des morts et en cachette on les jette à la mer ou dans le fleuve.

A la prise de Behoa (Cholon) j'ai vu deux cas de morts à la suite de tortures.

Pendant deux mois (octobre-novembre 1967) je fus enfermée dans un cachot de 1 m 20 de long, 80 cm de large. Pas de trou d'aération.

Les enfants et le mari de la détenue sont torturés devant elle pour lui arracher des aveux.

Presque toutes les familles ont un parent détenu. Dans ma famille, neuf personnes ont été arrêtées. Une de mes sœurs fut internée pendant neuf ans.

J'ai quarante-deux ans, je suis mariée. Mon mari est dans le maquis. J'ai une fille de seize ans, un garçon de dix ans. Il vivent avec leur grand-mère dans le maquis.

J'ai essentiellement subi les tortures à l'électricité et à l'eau. On a aussi essayé de m'acheter en me promettant un traitement de faveur : me faire admettre dans un hôpital parce que j'étais très malade.

Je veux citer encore le cas des femmes enceintes : elles n'ont pas de ration alimentaire supplémentaire. Ce sont les autres détenues qui leur en donnent. Les enfants ont de graves séquelles des tortures subies par la mère. Lorsque les enfants naissent on les arrache à leur mère, qui bien souvent ne peut plus les récupérer. »



Mme Nguyen Thi-Binh

Massacre de femmes à Thu Duc



M. Xuan Thuy, le chef de la délégation nord vietnamienne à Paris.

« De 500 au début de 1968, le nombre des femmes qui y sont détenues est passé à 1.400. Le nombre de décès dû aux tortures, privations et à l'absence de médicaments, n'a cessé d'augmenter dans de grandes proportions. Chaque jour, les geôliers les obligent par la force à saluer le drapeau fantôme et à calomnier la lutte patriotique menée par la population sud-vietnamienne. Celles des détenues qui refusent d'obtempérer à de tels ordres sont jetées immédiatement au cachot, privées de nourriture et battues sans arrêt.

Au début de juillet 1968, les geôliers ont déclenché une vague de terrorisme sanglant par des procédés barbares : introduction de chaux vive dans la bouche et dans les yeux, enlèvement des dents, lacération du visage, introduction de bâtons dans le vagin. Certaines détenues ont été frappées jusqu'à l'évanouissement.

Sachant que leurs tortionnaires préparent une vague de répression à leur encontre, dix détenues ont déclenché une grève de la faim pour exiger d'être ramenées dans leurs cellules habituelles. Mises au courant de cette situation, les détenues de la cellule voisine ont aussi mené une grève de la faim.

La lutte pour les corps morts

Le 21, les tortionnaires les ont battues avec une extrême sauvagerie. Dans la nuit même deux détenues ont succombé à leurs blessures. Ayant appris leur décès, les tortionnaires se sont précipités dans la cellule de détention pour s'emparer de leurs corps, en vue de faire disparaître les preuves de leurs crimes. Bien qu'extrêmement épuisées, les autres détenues ont lutté pour garder les corps de leurs camarades. Les tortionnaires ont aussitôt tué une jeune Chinoise, sur place. Une autre a été battue jusqu'à complète paralysie du corps.

Les détenues survivantes se sont efforcées de garder les corps de leurs malheureuses camarades pour dénoncer ces actes. Le chef de la prison a ordonné à un groupe de tortionnaires de leur infliger des sévices. Finalement, ils se sont emparés des corps de trois femmes, et en même temps, ils ont emporté les détenues grièvement blessées. Depuis, on n'a aucune nouvelle d'elles.

Devant ces assassinats, les 1.400 détenues de la prison de Thu Duc, y compris celles de droit commun, ont engagé la lutte, condamnant et maudissant les assassins, exigeant la cessation des sévices et de la répression, que ces crimes soient portés à la connaissance de l'opinion, exigeant le châtement des assassins, la suppression de l'obligation de saluer le drapeau fantôme et l'abrogation du règlement inique de la prison. Elles ont exigé que des photographies soient prises des corps des détenues tuées ainsi que des détenues rendues invalides par suite des tortures, afin de garder des preuves de ces crimes. Elles ont exigé que les détenues assassinées soient mises en bière et enterrées convenablement, que des dommages soient versés à leurs familles.

Les marines en renfort

Les tortionnaires ont déclenché une autre vague de répression. Le 22, ils ont battu à mort une des détenues. Le 23, une compagnie de police de combat a fait irruption dans la cellule où le corps de cette femme était gardé par ses compagnes, et a battu sauvagement 18 femmes. Ces policiers ont cherché à obliger 350 autres détenues à quitter la prison de Thu Duc pour les amener à la prison de Chi Hoa (Saigon). Mais ces détenues ont refusé d'ob-

tempérer à leurs ordres, parce qu'elles savaient que leurs geôliers les divisaient pour mieux les réprimer. Les sbires de cette unité de police ont aussitôt lâché sur elles des chiens policiers. Quatre d'entre elles furent tuées et de nombreuses blessées par ces chiens.

Mais ces actes de répression barbare n'ont pu émousser la volonté de lutte de ces femmes. Le 22 et 23 août 1969, elles ont organisé une cérémonie à la mémoire de leurs camarades assassinées. Les mille détenues ont crié des paroles condamnant les bourreaux, appelant la population à leur secours, appelant les soldats fantômes à ne pas être complices de ces crimes. Toute la ville de Thu Duc se trouvait en émoi. Affolé, l'ennemi a envoyé sur place des renforts de marines et de policiers de combat pour mener la répression deux jours et deux nuits durant. Au matin du 24 août 1969, le nommé Duong Ngoc Minh a amené 60 autres tortionnaires pour sévir sauvagement contre les détenues des camps B, C et G.

Il en résulte que par suite des répressions ci-dessus dénoncées, des dizaines de femmes détenues dans la prison de Thu Duc ont été tuées et portées disparues, des centaines d'autres blessées. A l'heure actuelle, les femmes détenues à la prison de Thu Duc continuent la lutte. Leurs vies sont sérieusement menacées. » □



A.F.P.

Vient de paraître

P.S.U. DOCUMENTATION

N° 8/9

Histoire du P.S.U.

Prix : F 2,00

En vente à Tribune Socialiste

Le 15 Novembre n'est qu'un début

Manuel Bridier

Les manifestations du 15 novembre, aux Etats-Unis, en France et dans le monde entier, sont une étape importante de la lutte contre l'agression américaine au Vietnam.

C'est pourquoi nous ne devons pas nous contenter d'enregistrer leur succès, mais réfléchir à leur contenu, constater aussi leurs faiblesses — les nôtres en particulier — afin de les corriger et d'aller plus loin la prochaine fois.

Nixon assassin Pompidou complice

Lorsque nous rejetons les slogans confusionnistes de « paix au Vietnam » lorsque nous proclamons que le F.N.L. vaincra, que le Gouvernement Révolutionnaire provisoire vaincra, ce n'est pas par souci de purisme ou d'être plus à gauche. C'est tout simplement parce que le problème se pose ainsi ; parce que le problème se pose ainsi.

Le peuple vietnamien a fait l'expérience d'un compromis avec les accords de Genève. Le gouvernement français d'alors a dû reculer, après la défaite de Dien Bien Phu, mais le peuple vietnamien n'était pas encore en mesure d'imposer sa décision. A la poursuite de la guerre il a préféré une première étape de consolidation de sa victoire dans le Nord, avec l'espoir que les élections promises permettraient d'atteindre à meilleur compte le but final : la réunification du Vietnam indépendant.

Cette expérience à elle seule suffit à exclure maintenant tout rêve d'un compromis qui laisserait subsister la moindre base de manœuvre pour l'impérialisme au Sud Vietnam. C'est pourquoi il n'existe pas, il ne peut pas exister d'autre solution politique que la victoire du peuple vietnamien, sous la direction de son gouvernement révolutionnaire.

Si la lutte révolutionnaire du peuple vietnamien est aussi la nôtre, si les manifestations en Europe contre l'agression américaine au Vietnam ne sont pas seulement l'expression d'une solidarité sentimentale mais un acte politique positif, c'est précisément parce qu'à travers les Etats-Unis, à travers l'agression américaine au Vietnam, c'est le système capitaliste mondial, c'est la violence capitaliste dans le monde entier que nous dénonçons.

Certains camarades se demandent à quoi servent des manifestations comme celles du 15 novembre.

Certes, la manifestation sur le Vietnam n'est pas une fin en soi. C'est bien dans les entreprises, dans les luttes économiques et sociales que se situe le front principal. Mais ces luttes elles-mêmes ne sont pas détachées du contexte international.

Depuis quelque temps, il faut bien le dire, nous assistons à un certain recul des actions menées en France sur le thème du Vietnam. Certains camarades ont interprété la Conférence de Paris comme une victoire déjà acquise. D'autres, sans toujours le dire, désapprouvent le principe même des négociations. Les uns et les autres n'ont pas compris qu'il s'agit en réalité d'une épreuve de force et que la démonstration publique de l'isolement des Etats-Unis, de la haine du monde entier contre l'impérialisme américain est d'autant plus nécessaire que la négociation a lieu.

S'il y avait encore une hésitation sur ce point, il suffirait de rappeler l'importance que nos camarades vietnamiens eux-mêmes attachent à ces manifestations.

Mais aussi, mais surtout, nous devons mesurer ce que représente une telle manifestation pour la France, au moment où le gouvernement de Pompidou et de Chaban-Delmas accentue la politique d'alignement et de soumission aux Etats-Unis que le général de Gaulle avait amorcée lui-même, dès l'hiver dernier, après que les événements de Mai et la crise monétaire de l'automne l'eurent tiré un peu brusquement de ses vieux rêves de grandeur.

De ces rêves et de ce bluff il ne reste rien aujourd'hui. Maurice Schumann proclame ouvertement que les Etats-Unis sont « le dernier recours de l'Occident ». Comme il vante en même temps l'amitié franco-soviétique (et que l'armée chinoise est encore loin de Strasbourg) il faut croire qu'il s'agit surtout d'un recours contre la « subversion », comme ils disent, c'est-à-dire d'une garantie aux capitalistes, d'une aide aux exploités contre la révolte des exploités.

Ce que fait la France officielle au Tchad, en envoyant ses mercenaires imposer au peuple tchadien les fantoches de Tombalbaye, c'est exactement — en plus petit, à la mesure d'un capitalisme secondaire mais non moins féroce — ce que les Etats-Unis font au Vietnam.

La journée du 15 novembre s'inscrit ainsi dans la perspective de la campagne anti-impérialiste décidée par notre Conseil National. Les arrestations préventives du 14, l'interdiction officielle des manifestations, le quadrillage policier du 15 en ont souligné l'importance beaucoup mieux que tous nos propres discours.

« Nixon assassin ! Pompidou complice ! » Ce cri spontané des manifestants a pu paraître excessif à quelques bonnes âmes. Il exprime en fait la réalité, que les dissentiments entre Chaban-Delmas et Marcellin sur les méthodes ne contredisent en rien quant au fond.

Parler plus clair et frapper plus fort

Tout cela est un puissant encouragement pour l'avenir. Quand le régime s'énervé, quand il se divise, quand il se démasque, c'est la preuve qu'il faut frapper de plus en plus fort et parler de plus en plus clair pour être compris de plus larges masses.

liens entre cette lutte et le combat contre le système capitaliste dans chaque pays. Mais il faut le faire de manière à être compris. Les ménagères du XV^e arrondissement écoutaient avec surprise les cris de « tout le pouvoir au G.R.P. ! » lancés l'autre jour par nos jeunes camarades — non que ce mot d'ordre soit faux du point de vue politique, mais rigoureusement incompréhensible, pour elles, dans sa formulation.

Le choix des slogans, la possibilité de les compléter par des pancartes ou des lancers de tracts doivent faire l'objet d'une étude attentive, en prenant en compte le degré d'information et le niveau de conscience des masses, non pour s'aligner sur le niveau le plus bas mais pour le faire progresser.



Elie Kagan

Frapper plus fort, cela ne veut pas dire rechercher l'affrontement systématique avec la police pour le seul plaisir d'en découdre, mais rechercher chaque fois des moyens plus spectaculaires de manifester, entraîner chaque fois des masses plus nombreuses dans des actions plus offensives. Cela suppose de notre part une meilleure organisation, des liaisons plus rapides et plus sûres, un service d'ordre mieux étoffé, une discipline renforcée dans la transmission des consignes et dans leur application sur le terrain. Des leçons devront être tirées, sur ce point, des lacunes du 15 novembre dont nous aurions pu faire une journée plus significative encore.

Ce ne sont pas là, d'ordinaire, des choses que l'on dit dans un article politique. Il y a, dira-t-on peut-être, des circulaires intérieures pour ces problèmes de technique. Nous pensons au contraire que l'organisation est, aujourd'hui, pour nous, le plus grand problème politique. Parler d'un parti révolutionnaire, sans s'en donner les moyens d'organisation et de discipline, est un pur verbiage petit-bourgeois.

Parler plus clair, cela ne veut pas dire se limiter à des généralités passe-partout. Il était assez ridicule d'entendre certains scander « la paix au Vietnam », avec un retard de deux ans sur les mots d'ordre du Parti Communiste Français lui-même... et sur les pacifistes américains. Il faut au contraire aller plus avant dans l'explication, faire comprendre la duplicité du gouvernement français, le caractère mondial de la lutte anti-impérialiste.

D'autres journées du « moratoire » vont avoir lieu aux Etats-Unis. Elles seront chaque fois l'occasion de grandes manifestations en France. A l'escalade du mensonge de Nixon, à l'escalade de la servilité gouvernementale française envers les Etats-Unis doit répondre un crescendo de manifestations et d'actions, sur ce thème et sur tous les autres thèmes de l'action anti-impérialiste et de la lutte contre le régime. De telles manifestations ne seront certes pas décisives, elles ne sont pas elles seules l'essentiel d'une stratégie fondée d'abord sur les conflits sociaux, du moins seront-elles une bonne mesure des forces en présence... Le 15 novembre n'est qu'un début. □

Pour Régis Debray

Régis Debray est dangereusement malade. Ses conditions de détention se sont détériorées et son isolement est encore un peu plus rigoureux. Voilà les nouvelles que vient de nous apprendre la presse il y a quelques jours. Qu'elles nous sortent de notre indifférence pour le sort d'un militant, d'un camarade que nous avons trop oublié.

Le problème posé n'est pas purement humanitaire, il est aussi politique. Ce que les militaires boliviens veulent atteindre en Régis Debray, ce n'est pas telle ou telle théorie de la guerre révolutionnaire, sur laquelle on peut avoir des avis partagés, c'est l'intellectuel révolutionnaire qui a voulu œuvrer aux côtés du « Che » pour la libération socialiste de l'Amérique latine. C'est aussi cela que nous devons défendre en lui.

Régis Debray, au cours de ses longs mois de captivité, a d'ailleurs montré qu'il était un lutteur courageux. Dans des conditions très difficiles il a cherché à participer par la plume aux combats et aux controverses actuels du mouvement ouvrier international. Des lettres de lui sont parvenues à la revue marxiste américaine « Monthly Review », à la revue de la gauche communiste italienne « Il Manifesto ». Elles montrent que le jeune intellectuel enthousiaste de « Révolution dans la Révolution » est en train d'approfondir posément son engagement politique, de réfléchir à partir des moyens dérisoires d'information dont il dispose sur le grand mouvement de mai 1968, sur la crise des pays de l'Est, etc.

Il faut sauver Régis Debray !

Il faut choisir la santé ou les mandarins

Jacqueline Giraud

Réunis dimanche dernier au siège de l'U.N.E.F., les représentants des comités de grève de médecine étaient optimistes. Démarrée avec un temps de retard en province, la grève y prenait de l'extension. Et Paris tenait bon.

L'épreuve de force se poursuit donc entre le gouvernement qui ne veut pas céder et les étudiants de 1^{re} année de médecine qui réclament l'abrogation de l'arrêté du 26 septembre qui, en exigeant la moyenne à chaque épreuve écrite, instaure une sélection aussi sauvage qu'absurde. Tellement absurde que des doyens eux-mêmes (tel celui de Strasbourg) proclament qu'ils ne l'appliqueront pas ! Dans les journaux la polémique est engagée entre les défenseurs de l'arrêté et ses accusateurs. En fait, les premiers sont rares et se défendent mal, tel le Pr de Vernoyant qui n'hésite pas à justifier la sélection en brandissant des statistiques fausses. Tandis que les accusateurs de l'arrêté se recrutent parmi les universitaires libéraux, tels le Pr Milliez, le Pr Merle d'Aubigne, le Pr André Lichnerowicz, qu'on ne peut accuser d'être de « Rouge », revue gauchiste ! De l'extérieur, donc, l'entêtement gouvernemental paraît curieux.

Satisfaire la réaction

En fait, il se comprend fort bien si l'on admet que, pour consolider sa base sociale, le gouvernement doit satisfaire les mandarins réactionnaires, les joutes du Conseil de l'ordre, les patrons du Syndicat autonome. En mai 1968, ils ont eu très peur : ils ont bien dû constater qu'avec l'élargissement du recrutement, les étudiants en médecine avaient cessé d'être tous de bons réactionnaires. Dès la rentrée dernière, ils se sont donc organisés pour reprendre les choses en main : instaurer une sélection farouche pour éviter que leur belle profession ne soit envahie par des médecins socialistes qui risqueraient de ne plus défendre la « privatisation » de la médecine.

Le maintien de leurs privilèges exige d'ailleurs qu'ils soient peu nombreux. Sinon, ils cesseraient de former une caste puissante, assez forte pour empêcher le gouvernement de s'engager sur la voie anglaise d'une médecine publique. L'an dernier, ils avaient une « bête noire » : Edgar Faure, qui paraissait décidé à briser le bastion des facultés de médecin en créant des premiers cycles pluridisciplinaires.



Par C.D.R. interposés, les mandarins de la médecine ont contribué à la chute d'Edgar Faure.

Cet obstacle levé, ils ont eu plus de chance avec le nouveau gouvernement. Celui-ci a déjà bien assez de souci avec les petits commerçants sans se mettre encore à dos cette autre couche sociale. Il a donc cédé devant les exigences des « autonomes », bien que leur conception malthusienne et archaïque aille à l'encontre des impératifs du développement du capitalisme. Mais ça n'est pas la moindre contradiction interne au régime actuel !

L'arrêté est donc le premier dispositif d'une reprise en main de la médecine par la réaction.

Le projet de sélection à la fin de l'internat doit parachever le verrouillage.

C'est la santé qui est en cause

La réaction des étudiants en médecine n'est donc nullement corporatiste. Certes, ils se défendent d'abord contre une élimination aussi draconienne qu'absurde. Mais, en même temps, ils posent le problème national de la Santé. Avec 118 médecins pour 100.000 habitants, la France vient actuellement en avant-dernier rang en Europe. Grâce à l'arrêté imposé par les mandarins réactionnaires, elle a toutes ses chances pour conquérir la dernière place. Encore les statistiques globales ne tiennent-elles

Contre le budget de l'Education Nationale Apportons notre soutien au C.N.A.L.

Le mercredi 5 novembre, une délégation du P.S.U., composée de Jean Arthuys, Robert Chapuis, Daniel Frachon, membres du Bureau national, et Guy Philippon, membre de la Commission Enseignement, a rencontré une délégation du Comité National d'Action Laïque, conduite par son secrétaire général, Michel Lasserre. La discussion a porté sur l'action envisagée par le C.N.A.L. à l'occasion de la discussion du budget de l'Education nationale devant le Parlement.

Le P.S.U. a apporté son soutien à cette action, dans la mesure où elle doit contribuer à une prise de conscience du rôle de l'Etat et de la pression qu'exerce la bourgeoisie sur le système d'enseignement. Les militants du P.S.U. ont été présents aux côtés des C.N.A.L. dans leurs conférences de presse et leurs manifestations, en particulier le jeudi 13 novembre à Paris (Bourse du Travail, 20 h 30). La délégation du P.S.U. a proposé au C.N.A.L. :

- la plus large décentralisation de l'action : c'est dans les établissements eux-mêmes que devraient se réunir tous ceux qui entendent protester contre la politique actuelle, élèves, parents, enseignants, mais aussi les militants ouvriers et paysans qui doivent pouvoir s'exprimer sur les réalités de l'école,
- l'ouverture d'un débat entre les organisations qui participent au C.N.A.L. ou en soutiennent l'action, sur les options du pouvoir en matière d'Education nationale : il ne s'agit pas de s'enfermer dans le Plan, pour en contester la réalisation ; il s'agit de dénoncer les options elles-mêmes qui reflètent parfaitement la politique de classe que mène le pouvoir, en raison de sa base sociale comme de la nature même de l'Etat.

du nouveau pour
votre équipement

duplication

Le procédé stencil fait de nouveaux progrès avec l'apparition du duplicateur Gestetner 466, qui permet à un opérateur même novice de tirer rapidement 10, 100, 1.000, 5.000 copies impeccables. Un graveur automatique de stencils élimine le recours à la frappe.

L'offset de bureau apporte à un nombre toujours croissant d'organismes et de services, le moyen moderne, rapide et sûr, de faire face à l'accélération des communications intérieures et extérieures.

Voulez-vous connaître en détail les nouveaux services que la duplication peut vous rendre ? Demandez à GESTETNER, sa documentation 854-71, rue Camille-Groult - 94 - VITRY - tél. 482-47-85.

Gestetner

pas compte du sous-développement médical dramatique de certains départements, telle la Meuse qui compte 60 médecins pour 100.000 habitants.

Pour assurer une véritable santé publique, il faudrait atteindre, en 1980, une proportion de 220 médecins pour 100.000 habitants. Ce qui supposerait que l'on forme désormais 10.000 médecins par an. Mais le président du Conseil de l'ordre, le Pr de Vernejoul, estime, lui, qu'il n'en faut pas plus de 2.100 par an ! Grâce à l'arrêté, il espère atteindre cet objectif. Les Français pourront continuer à mourir de tuberculose, l'ordre des médecins, lui, conservera sa toute-puissance.

Soutenir les étudiants

A moins que la lutte des étudiants en médecine ne soit victorieuse, ce qui suppose qu'elle s'élargisse et soit soutenue par les travailleurs et les autres étudiants, c'est maintenant l'objectif que se sont fixé les étudiants en médecine : expliquer le sens de leur lutte à la population, organiser un meeting avec les centrales syndicales, susciter la solidarité des autres étudiants que menace la même sélection. Et, surtout, établir la liaison avec tous les travailleurs de la Santé contre l'adversaire commun : les mandarins de la médecine et le gouvernement qui les soutient. □



A.D.N.P.

Georges Séguy sera-t-il secrétaire général de la FEN?

Robert Chapuis

C'est le temps des congrès. Le 16 novembre : la C.G.T. ; du 25 au 28 novembre : la Fédération de l'Education Nationale. Verra-t-on bientôt ces deux congrès n'en faire plus qu'un ? C'est une question qu'on peut se poser.

On sait que la F.E.N. a trouvé sa forme actuelle en 1948, lorsque la minorité C.G.T. a décidé de rester sous forme de tendance à l'intérieur d'un syndicat « autonome » contrôlé par une majorité qui se trouvait sur les positions de F.O., mais acceptait mal la division syndicale. Cette majorité autonome réussit à freiner l'influence du courant cégétiste grâce au système des « tendances », celles-ci ne constituant pas seulement des courants d'opinion, mais de véritables structures syndicales : le débat d'orientation avait lieu à l'intérieur de chaque tendance et les syndiqués n'intervenaient que par leur vote en faveur de telle ou telle tendance. A ces

deux tendances, autonome (A) et cégétiste (B ou Unité et Action), s'en ajoutait une troisième, celle de l'Ecole Emancipée, issue de la tradition révolutionnaire du Syndicat National des Instituteurs et réunissant les militants de divers courants révolutionnaires, marqués surtout par le trotskisme ou l'anarcho-syndicalisme.

La période social-démocrate

Pendant longtemps, la majorité fédérale put se maintenir sans difficultés : l'énorme masse des instituteurs fortement influencés par la social-démocratie formait une base inébranlable. Cependant, face aux problèmes qui se posaient à l'enseignement dans la crise montante de la IV^e République, puis sous la pression des réformes gaullistes, la F.E.N. réussissait mal à dépasser les contradictions entre les nombreuses « catégories » qui la composaient ; la direction se réfugia ainsi dans une action de caractère assez général :

— Dans le cadre de la Fonction publique (où F.O. gardait une forte influence) ;

— Sur la laïcité de l'école (contre les lois Marie, Barangé, Debré) ;

— Sur le budget de l'Education Nationale et les moyens d'enseignement.

Elle ne réussit pas à s'opposer sérieusement aux projets gaullistes, cherchant seulement à en contrôler les conséquences corporatives. Elle ne réussit pas davantage à obtenir la réunification syndicale et le M.S.U.D. (Mouvement pour un syndicalisme uni et démocrate) est un échec : F.O. s'éloignait vers un syndicalisme de type américain, tandis que la C.G.T. passait sous le contrôle absolu du parti communiste. Pendant ce temps, la C.F.T.C. prenait de plus en plus d'importance ; sa transformation en C.F.D.T. (1964) créait les conditions de l'apparition d'un courant syndical original et puissant.

La montée d'Unité et Action

Syndicat anticapitaliste, comme le déclarent ses statuts, la F.E.N. ne réussissait pas à trouver sa jonction avec le mouvement ouvrier. Ses structures, ses débats, son action, tout l'enfermait à l'intérieur d'une Université qui se transformait elle-même de fond en comble. On vit grandir le mécontentement contre la majorité autonome, particulièrement dans le S.N.E.S. qui devait faire face à la politique gaulliste et à la scolarisation secondaire de masse. C'est ainsi que la tendance Unité et Action devint majoritaire en mai 1967 dans le S.N.E.S. : cet événement ne pouvait rester sans suites à l'intérieur de la F.E.N., d'autant plus que — grâce à une tactique habile qui consistait à éliminer tout débat d'orientation pour mieux « coller » à l'action décidée en commun — la même tendance voyait grandir son influence dans le S.N.I. Le mouvement de Mai allait encore affaiblir la tendance

autonome, qui ne pouvait plus compter, d'ailleurs, sur un soutien politique quelconque, après l'effondrement de la social-démocratie (F.G.D.S.). Elle perdait la majorité en 1969 chez les professeurs d'Education physique, les professeurs d'Ecole normale et ne parvenait plus à contrôler d'autres petits syndicats. En janvier 69, l'excès des divisions dans la majorité « gauchiste » permettait au courant cégétiste de prendre la direction du S.N.E.-Sup. Sa pression s'est développée chez les agents (43 %) et les chercheurs (40 %).

Toute cette évolution a eu fatalement des conséquences dans les unions départementales de la F.E.N. qui ne sont, le plus souvent, qu'un agrégat des sections départementales des syndicats catégoriels. Contrôlant déjà le S.N.I. dans plusieurs départements, Unité et Action voyait ses possibilités d'action multipliées dans bien d'autres.

C'est pourquoi il n'est pas certain que la majorité autonome obtienne la majorité absolue dans la F.E.N. à la fin de ce mois (1). Sans doute des compromis seraient-ils possibles et il semble qu'on y songe chez certains autonomes comme à Unité et Action. Ce serait alors une transition vers une prise en main de l'ensemble de la F.E.N. par le courant cégétiste et, bien entendu, le rapprochement avec cette centrale, sinon l'intégration, d'autant que les nouveaux statuts de la C.G.T. peuvent permettre divers accommodements.

La stratégie communiste

Finalement, ce congrès n'est donc pas sans importance...

Dans la mesure où la tendance « Unité et Action » est liée au parti communiste tout autant que l'U.N.C.A.L. ou l'U.N.E.F.-Renouveau, il est vrai que s'établit une nouvelle influence politique à l'intérieur de l'Université. A celle de la social-démocratie alliée au radicalisme se substitue celle du parti communiste qui s'élargit à la base social - démocrate aussi bien qu'aux modérés séduits par sa politique de défense des intérêts immédiats du personnel. Cette évolution peut inquiéter M. Guichard, dont l'Administration ne trouve plus guère d'autres interlocuteurs que les communistes dans les structures de participation ! Elle ne nous inquiète pas. La dégénérescence de la social-démocratie est un fait acquis et il convient d'en tirer les conséquences dans le mouvement syndical comme dans l'action politique. Mais il est vrai qu'elle nous pose de nouveaux problèmes.

Le contrôle des organisations universitaires par une tendance dominée par le parti communiste signifie — on le voit dans les faits — le freinage des luttes universitaires, le développement de revendications corporatives, l'isolement des enseignants comme des étudiants qui ne pourraient plus avoir de rapports avec la classe ouvrière que sur la base des mots d'ordre du P.C. et dans le cadre

de ses manifestations. Notre Conseil national vient de rappeler que nous n'étions d'accord ni avec la stratégie politique et sociale du P.C.F., ni avec le type de socialisme qu'implique son attitude à l'égard de l'Etat et du pouvoir en général. Nous ne pouvons donc rester indifférents devant la situation qui se crée dans le syndicalisme enseignant.

Offrir une alternative syndicale

Il apparaît clairement aujourd'hui qu'il est nécessaire d'offrir aux enseignants une alternative réellement syndicale capable de s'opposer à la stratégie communiste, non sur la base de l'anticommunisme mais sur la base de nouvelles orientations et de nouvelles propositions d'action capables de situer le rôle collectif des enseignants dans la lutte anticapitaliste.

Les militants qui se réclament de la tendance « autonome » ne pourront se maintenir à la tête du syndicat qu'au prix de compromis compliqués sans lien avec la base. Il leur faudra bientôt choisir : ou bien ils bâtissent avec les cégétistes de nouvelles formules qui impliquent leur disparition progressive comme « tendance », ou bien ils chercheront à définir et à mettre en œuvre un syndicalisme offensif capable de s'opposer efficacement à la politique du pouvoir et de s'intégrer aux luttes d'ensemble pour le socialisme, sans subir l'hypothèque communiste. Il est probable que ces deux attitudes existent parmi les dirigeants et les militants, sans compter ceux qui se refusent à choisir et vieilliront dans une « autonomie » tournée vers le passé. Il faudra bien qu'un jour ou l'autre interviennent les clarifications et les ruptures nécessaires.

Dans cette situation, la responsabilité de ceux qui ont été les plus actifs en mai 68 devient très grande. Un clivage s'est alors opéré : l'Ecole Emancipée a été délivrée d'un groupe fort actif, mais enfermée dans une stratégie aberrante (le F.U.O., équivalent de l'A.J.S.) ; une prise de conscience peut désormais s'opérer parmi les militants E.E. pour dépasser les traditions de tendance et trouver de nouvelles formes de lutte et d'expression sur une base de masse. Ce sont d'autres clivages, d'autres prises de conscience qui ont conduit des militants de différents syndicats, de la F.E.N. à s'affirmer dans de nouveaux courants, qu'il s'agisse de « Démocratie et Renovation » dans le S.N.I. ou de « Renovation syndicale » dans le S.N.E.S. Ceux-ci se sont réunis pour proposer au vote des sections F.E.N. un texte de contribution au débat d'orientation : « pour un renouveau de la F.E.N. ». Se refusant à constituer une tendance de plus, ils proposent une restructuration de la F.E.N. et un débat d'orientation sur les problèmes fondamentaux afin de dégager des lignes d'action offensives pour les luttes syndicales. En raison des struc-

tures actuelles de la F.E.N. et de la conjonction des tendances traditionnelles, ce texte recueillera peu de suffrages au niveau départemental. Il indique cependant la possibilité d'une voie nouvelle.

Dans ce domaine, la position prise par le congrès du Syndicat national des chercheurs scientifiques n'est pas sans importance. Dans un vote unanime, le syndicat a souhaité une transformation profonde de la nature et des structures de la F.E.N. Il faudra, au congrès, tirer toutes les conséquences de ce texte et en voir l'application dans les syndicats nationaux eux-mêmes. Mais ce vote est un signe. On peut compter au congrès de la F.E.N. sur la majorité du S.N.C.S. et la minorité actuelle du S.N.E.-Sup pour peser dans le sens d'une nouvelle alternative syndicale, capable de s'opposer efficacement à celle que le parti communiste développe actuellement en faisant de larges emprunts dans le contenu (sinon toujours dans la forme) aux thèses du courant autonome.

A la croisée des chemins

La majorité fédérale, sous l'impulsion de sa direction, semble avoir entamé une réflexion nouvelle. Son texte d'orientation dit fort justement que « la profondeur de la crise du système fait que les luttes sociales sans perspective de transformation profonde du régime n'aboutiraient au mieux qu'à un replâtrage provisoire, à des avantages limités pour les travailleurs, aussitôt remis en question ». C'est excellemment poser la question des rapports partis-syndicats, action syndicale - action politique. Mais alors, pourquoi avoir refusé une référence explicite au socialisme ? Il n'est plus possible aujourd'hui de rester dans l'équivoque :

— Ou bien le syndicalisme, dans la ligne de la C.G.T., repose sur la gestion des intérêts immédiats des travailleurs et sa visée politique passe par le contrôle de son appareil par un parti (c'est la courroie de transmission) ;

— Ou bien le syndicalisme est capable de définir lui-même son rôle dans le combat socialiste et de rejoindre sur cette base l'action des partis socialistes (c'est le courant socialiste).

La F.E.N. est à la croisée des chemins comme d'autres forces syndicales. Il est peu probable que son congrès soit décisif mais, d'une manière ou d'une autre — que la crise soit ouverte ou reste latente —, le syndicalisme enseignant ne pourra rester longtemps dans l'incertitude.

Il est donc urgent que les militants enseignants qui se définissent clairement pour une alternative socialiste en tirent les conséquences sur leur propre terrain de lutte. □

(1) La récente demande du syndicat C.G.T. des collèges d'enseignement technique (où la scission a eu lieu en 1948) d'entrer comme tendance à l'intérieur du syndicat F.E.N. correspondant montre une belle confiance dans l'avenir.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

commente l'actualité politique, sociale, économique et culturelle.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

établit un dossier sur une question importante de l'heure.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

développe les thèmes d'action du courant socialiste.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

La propriété, c'est le meurtre

Didier Trystram

Le livre publié récemment par Lucien Bodard « Le massacre des Indiens » amène à un certain nombre de réflexions sur la prise en main par les Américains du Nord de l'économie au sein des pays sous-développés. Dans le cas particulier du Brésil, le problème se pose à deux niveaux. Tout d'abord, il s'agit de rendre fertile un immense territoire totalement incultivé qui est celui de la jungle amazonienne, cela afin de pouvoir en tirer le maximum de profit, soit par l'agriculture, soit par l'exploitation des ressources minérales (l'or, les diamants et surtout le pétrole toujours possible). En second lieu, le problème se pose de savoir qui est propriétaire d'un pays et plus exactement ce que signifie la notion de propriété.

Les besoins d'une économie

La nécessité vitale pour les Américains du Nord de produire toujours plus, les entraîne à créer des circuits de production qui n'ont pas, contrairement à ce que l'on admet généralement, un caractère premier de rentabilité, mais qui, au contraire, ne se développent que dans le but d'exploiter une force de travail existante.

C'est ainsi le cas du caoutchouc que l'hévéa amazonien produit généreusement. L'exploitation de cette richesse se fait de façon totalement anarchique. Les Indiens qui constituent la seule main-d'œuvre possible, car eux seuls sont adaptés à la vie de la jungle, sont littéralement asservis. Ils sont tenus à un rythme de production calculé de telle sorte que leur force de travail soit utilisée au maximum. Le moindre signe de faiblesse, le refus de produire, entraîne immédiatement la mort. Celle-ci est d'ailleurs laissée au goût de l'exploiteur qui, par son sadisme, est libre de la rendre aussi douloureuse que possible. C'est là l'industrie des U.S.A. Mais il y a par contre une industrie qui est celle de la Grande-Bretagne. A partir de graines volées au prix de ruses incroyables (comme le dit Bodard « la plus extraordinaire entreprise de gangstérisme commercial de tous les temps ») se créent des plantations rentables en Ma-

laisie, en Indochine, où le caoutchouc est produit scientifiquement par des ingénieurs et non par des esclavagistes.

C'est donc ainsi que l'on peut dire que l'économie américaine est laissée en fait dans certains pays sous-développés totalement aux mains d'assassins et qu'elle refuse d'investir pour une rationalisation qui permettrait de faire vivre heureuses des peuplades qui n'en demanderaient pas plus. Le caoutchouc n'étant plus exploité, les Indiens seront peut-être tranquilles, mais il reste l'or, il reste les diamants, et pour que ces produits soient exploités, il faut pénétrer sur les territoires indiens, donc il faut tuer les Indiens. Le massacre se fait d'ailleurs scientifiquement. On bombarde par avion les hommes qui vivent encore à l'âge de pierre, en se donnant pour excuse le fait que ces hommes sont plutôt des bêtes. Car pour les aventuriers du dollar, c'est un motif suffisant de meurtre que de ne pas s'être inclus dans le cycle de civilisation. La dégradation est telle qu'il arrive à des Brésiliens de regretter le temps où la haine était un sentiment envers les Indiens. Maintenant sous la direction des banquiers de Washington, il n'y a même plus de sentiment, la vie ou la mort des Indiens, laisse totalement indifférent. Mais pour citer une nouvelle fois Bodard, « C'est la malédiction des Américains, du Brésil comme à travers tout l'univers, de toujours s'allier pratiquement au pire ».

La prospérité du sol

Toutes ces peuplades indiennes sont donc massacrées car elles occupent un territoire que les banquiers de Brasilia vendent à leurs collègues de Washington. Ces marchés se font sans aucune raison et sans aucune limite. C'est ainsi que la société Lancashire Incorporated est propriétaire d'un territoire de 9.780 kilomètres carrés, qu'une personne du nom de James Brian est propriétaire d'un territoire de 2.370 kilomètres carrés. Pour situer ces chiffres rapelons que la superficie du département du Nord-Est de 5.800 kilomètres carrés.

Ces immenses territoires ne sont plus propriété de la nation

brésilienne, mais de financiers nord-américains, qui outre les richesses possibles s'approprient également les habitants eux-mêmes. Cette appropriation prend toujours le caractère de l'exploitation la plus sordide car elle est laissée aux mains de véritables assassins et qu'en se donnant le prétexte de civiliser, on ne fait jamais qu'organiser pratiquement le bain. Pourtant il faut creuser le principe admis de la propriété du sol dans le monde par les Américains du Nord. En effet ces appropriations sont pour les capitalistes U.S.A. un simple investissement. Ils se servent de leur argent pour se procurer des terres qui elles-mêmes leur apporteront des ressources infiniment plus grandes. Mais ce faisant ils privent le pays de ses ressources naturelles au profit du capital américain, en laissant des miettes, substantielles, au niveau de l'individu, mais dérisoires au niveau de l'Etat, à une bourgeoisie qui a su « y faire ». Cela s'appelle la technique du pot de vin érigée en système et se retrouve dans le monde entier (cela ne se voit pas seulement en Amérique Latine, mais également par exemple en Grèce avec les résultats que l'on sait). Pourtant il paraît logique de penser que les terres appartiennent aux personnes qui les occupent depuis des millénaires et que le fait de ne pas être instruit des modalités d'enregistrement établies par les possédants ne suffit pas à justifier des expropriations systématiques. Il est tout de même incroyable que ces mêmes Américains, qui se targuent de défendre la liberté au Vietnam, qui se posent fièrement en héros du monde libre, puissent en toute tranquillité rééditer un génocide contre la race des Indiens identique à celui déjà perpétré sur leur propre sol, dans les pays voisins du leur et qu'ils visent à coloniser par l'intermédiaire des bourgeois de ces pays. Mais il faut à ce stade poser le problème de la civilisation et, pour conclure, citer les dernières phrases de l'ouvrage de Bodard :

« — A-t-on trouvé une méthode pour faire survivre les Indiens pacifiés ?

— Non, évidemment. Ceux-là aussi, ceux que l'on récupère actuellement ne survivront que quelques mois. Il n'y a pas de solution. Il n'y en aura jamais. C'est la civilisation qui les tue ».

Et ils osent se réclamer de Lénine

La presse se fait très souvent l'écho des procédés et des mesures répressives qui se multiplient en U.R.S.S. depuis de longs mois. Nous avons vu l'acharnement que mettaient les autorités policières et judiciaires à poursuivre les Tatars originaires de Crimée, désireux de revenir dans leur pays après de longues années de déportation. Nous savons maintenant que les dirigeants soviétiques passent actuellement à une autre étape de la répression en essayant d'endiguer le flot de littérature clandestine (manuscrite, dactylographiée) qui exprime la force de l'opposition au système dans de nombreux milieux (que cette opposition soit de droite ou de gauche). La récente exclusion de Soljenytsine de l'Union des écrivains s'inscrit dans ce contexte néo-stalinien, où les forces bureaucratiques veulent par tous les moyens limiter l'expression politique des masses en stoppant à la base toute discussion, même si elle ne concerne au départ que des intellectuels.

Dans cette conjoncture où il apparaît normal que le pouvoir flatte les préjugés les plus réactionnaires, on ne s'étonnera pas de voir réapparaître l'anti-sémitisme. Nous publions ci-dessous des extraits d'un article sur le judaïsme et le sionisme publié dans le journal ukrainien « Liudina I Svit » en août 1968. Sous le couvert de l'anti-sionisme — cause qui n'a pas besoin de tels alliés — les thèmes les plus écoulés de l'antisémitisme sortent de la plume de l'auteur T. K. Kitchko. Et de pareilles gens osent se réclamer de Lénine et de l'internationalisme !

T. S.



Roger Viollet

Le sionisme est né en tant que courant réactionnaire, bourgeois-nationaliste, vers la fin du XIX^e siècle, en liaison avec la **lutte de la bourgeoisie juive pour une place sur le marché mondial** et avec son désir — en alliance avec toute la bourgeoisie européenne — d'arrêter la croissance du mouvement révolutionnaire parmi les travailleurs, y compris parmi les Juifs des pays tels que la Russie, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Autriche-Hongrie.

Dès le début même de sa naissance le sionisme, en tant que **mouvement politique, avait pris la direction de l'impérialisme**. Les idées sionistes étaient très rapidement adoptées aux U.S.A., non seulement par les dirigeants de la bourgeoisie juive, mais aussi par d'autres monopolistes **qui aspiraient à la domination mondiale** et qui s'efforçaient d'utiliser ce mouvement politique nouveau, en tant qu'instrument de pénétration dans les pays du vieux monde.

Sous le couvert de la terre promise

La bourgeoisie juive, soutenue par les impérialistes, avait profité de la doctrine religieuse de « la terre promise » dans sa propagande de l'idée de la colonisation de la Palestine par les Juifs. Pourtant, tous les efforts d'y créer des colonies agricoles, au début, se heurtaient presque toujours à l'échec parce que le petit nombre de colons juifs qui s'y sont trouvés, ne connaissaient rien à l'agriculture et n'étaient nullement familiarisés avec les conditions de vie de ce pays. C'est pourquoi la grande ma-

jeorité des travailleurs juifs ne voulaient pas aller en Palestine. Ils continuaient à vivre et à travailler dans les pays où ils étaient nés.

Devant la croissance massive du mouvement révolutionnaire, les exploités ne pouvaient plus maintenir les travailleurs en soumission, par la seule religion. Pour cette raison la bourgeoisie recherchait de nouveaux moyens d'asservissement. Une de ces formes a été le sionisme. Théodore Herzl, fils d'un commerçant autrichien, journaliste bourgeois, juriste de formation, avait émis la théorie réactionnaire d'une « nation juive unique », c'est-à-dire d'un Etat juif bourgeois.

Cette « théorie » avait trouvé des adhérents dans la bourgeoisie juive et l'approbation du côté de la bourgeoisie impérialiste mondiale. En déployant la propagande des idées sionistes, Herzl et ses partisans avaient créé un réseau d'organisations sionistes en Russie et dans d'autres pays de l'Europe et de l'Amérique. Le sionisme, en tant que courant politique bourgeois nationaliste avait pris la forme d'une « organisation sioniste mondiale » en 1897 à Bâle (Suisse) au 1^{er} congrès sioniste international.

Sous le couvert de la Tora et du Talmud, les idéologues du sionisme avaient développé la propagande pour la création d'un **Etat bourgeois — aristocratique juif, auquel seront assujetties « toutes les nations »**.

Les dogmes du judaïsme

Le contenu principal de ce **judaïsme moderne**, lequel a trouvé son incarnation politique dans l'idéologie sioniste, constitue la renaissance à Sion de « l'esprit juif immortel et de son représentant, le peuple juif », où ce dernier, soi-disant, **retrouvera sa puissance étatique et plus tard, l'assujettissement spirituel de toute l'humanité**.

Les positions religieuses des idéologues du judaïsme ont donné et continuent à donner aux sionistes une sanction religieuse pour leurs actions. Les sionistes, à leur tour, s'acquittent envers ceux des rabbins qui accordent à leurs positions d'aujourd'hui leur appui sous tous les aspects. Cette réciprocité est entièrement régulière. Elle résulte des dogmes du judaïsme, de ses motifs de la doctrine des prophètes bibliques, **des commentaires talmudiques et des rites religieux qui constituent l'armature idéologique du sionisme**.

Les éléments démocratiques de l'idée messianique qui se trouvaient dans les croyances populaires, sont déracinées par les pro-

phètes — les compilateurs de la tora et finalement disparaissent dans le Talmud. Ici l'idée messianique acquiert un sens **nationaliste réactionnaire — esclavagiste**. A notre époque, entre les mains des sionistes, cette idée possède un caractère guerrier, foncièrement agressif. En proclamant que leur but est la création d'un Etat juif, que les sionistes ne conçoivent que bourgeois-nationaliste, ils déclarent **qu'Israël est obligé, non seulement de rétablir l'Etat juif, mais aussi de créer un empire « d'une mer jusqu'à l'autre », qui doit gouverner le monde entier**.

Du Nil à l'Euphrate

Voici de quelle façon les leaders du sionisme formulaient leur rêve de remaniement de la carte du Proche-Orient et de la création de l'empire sioniste, leur idée expansionniste des frontières du futur « foyer national » juif, dès février 1917. La revue « Palestine » qui était alors le porte-voix de l'organisation sioniste anglaise et qui propagait l'idée de Herzl, dans l'article « Les frontières de la Palestine », exposait les projets anciens des précurseurs des envahisseurs israéliens contemporains, de la façon suivante : « Les frontières dont nous parlons — ce sont les frontières de la Palestine de demain. Les terres dont nous avons besoin, incorporent l'héritage des 12 tribus d'Israël mentionnées par la Bible. En même temps, nous parlons d'autres territoires, dont nous avons besoin, pour garantir la sécurité et l'unité de notre patrie. Voici nos frontières : à l'Ouest, la Méditerranée ; au Nord et à l'Est, le trait qui va du Nord de Saïda vers le Sud jusqu'à Damas et qui descend jusqu'au lac de Tibériade et la Mer Morte. »

Autrement dit, le but était de rétablir « la Palestine de David et de Salomon », ou bien, comme l'écrivait Herzl dans le tome II de ses « Mémoires » : « Le territoire d'Israël doit s'étendre du Nil jusqu'à l'Euphrate... Dès que la population juive constituera deux tiers de toute la population (de la Palestine - T.K.), on pourra instaurer la domination politique des Juifs. »

Le sioniste J. Sapir écrivait : « Quatre cents ans avant la formation du peuple juif, la Palestine était déjà promise aux descendants d'Abraham, l'ancêtre de ce peuple. Cette promesse était répétée aux héritiers de génération en génération, jusqu'à Moïse. Depuis, plus d'une fois elle était rappelée aux prophètes et elle est la racine du dogme et de la foi. Pendant toute la durée de l'exil, le peuple juif n'abandonne jamais l'espoir de l'accomplissement de cette promesse, c'est-à-dire de la transformation de l'idée sioniste en un fait accompli. Les Juifs demandaient chaque jour dans leurs prières l'avènement de ce temps. Son attente leur a donné la force de supporter tout leur long et incomparable martyre. » □

• Les intertitres sont de la Rédaction de T.S.

Vouloir sa vie

Dominique Nores

Le jeu scénique ouvre devant nous le dossier de la colonisation portugaise en Angola. Le pouvoir de Salazar est figuré sur la scène par un mannequin bardé de plaques de métal rouillé et de crucifix. Autour de lui, sept acteurs, garçons et filles, indiquent, par leur jeu, tous les comportements et rapports sociaux, que la dictature et l'implantation forcée en Angola montrent sous un jour clair, aussi bien les comportements de la classe dirigeante que celui des exploités, dont certains, dans la révolte, commencent à vouloir leur vie.

La pièce, **Chant du Fantoche Lusitanien** (*), a été écrite par Peter Weiss, le dramaturge allemand qui a reçu le plus consciemment l'héritage de Brecht. Elle se présente comme un énorme collage. La réalité de la colonisation en Angola a été maquillée pendant des années

par les services de la propagande : il s'agissait, pour le Portugal, de garder l'appui des Nations Unies, et surtout de l'Angleterre. Mais à côté de chaque chiffre faux, de chaque histoire inventée pour camoufler une situation gênante, il est possible de placer un chiffre et un moment de vie réels. A côté d'une oppression de cinq cents ans, il est possible de placer ce montage des pièces du procès, qui entend fonctionner comme exemple et comme

(*) A Champigny, le 23 novembre ; à Toulouse, les 25, 26 et 27 ; à Suresnes, le 29. En décembre, successivement à Mulhouse, Colmar, Strasbourg, Roanne, Choisy et Villejuif.

Renseignements au Théâtre Municipal, 82, av. Vaillant-Couturier, 95-Goussainville (985-40-17).

La pièce est éditée Au Seuil. Coll. T. 3 F.

mise en garde : « **Tout peut se reproduire de ce qui s'est déjà produit** ».

Tout peut aussi se reproduire ailleurs. Analyse marxiste d'une situation, la pièce de Peter Weiss mêle la réflexion aux moments de la narration, montrés chacun comme particuliers, et démonte les rouages. Le pouvoir dictatorial, qui est ici un pouvoir dictatorial, présenté dans les conditions précises d'exercice qui le font régner sur un pays réduit au silence, est inséparable de nos propres problèmes politiques. Isolée de l'autre côté d'une frontière, sa manifestation renvoie à ce que nous vivons ou pouvons vivre.

Ainsi, Dominique Quéhec se trouve-t-il défendu contre un danger qu'il évoque : persuader seulement ceux qui sont convaincus d'avancement. Par son travail, qui marque bien les dif-

férents plans de la narration, il a su rendre celle-ci lisible, tout en proposant une représentation qui procure un certain plaisir du spectacle.

Continu et discontinu, fondé sur la juxtaposition de brefs tableaux, le grand jeu critique qui s'organise s'associe en effet le texte parlé et chanté, le geste

individuel et le mouvement de groupe, sans que chaque geste, chaque articulation de la phrase jouée, cesse, à aucun moment, d'avoir son sens dans le travail d'ensemble.

Voilà un travail conscient et réfléchi, qui s'adresse à l'esprit par des moyens scéniques efficaces.

Un spectacle - tract

Paysans détenus travailleurs forcés des mines
votre or
c'est l'Europe qui le porte
Les masques de vos ancêtres
ornent les antichambres européennes
le fruit de votre terre
c'est l'Europe qui le digère
spoliés pillés affamés
la richesse de l'Europe s'est édifée
sur votre travail
C'est avec votre fer
que se sont forgées les armes
qui vous tuent

A cette heure partout
dans le pays opprimé nous nous rassemblons
pour la libération

A cette heure partout
dans les camps de la forêt vierge
dans les cases des villages les ateliers des faubourgs
les entrepôts des ports les cales des usines
nous jetons les bases de la révolte

Touristes soyez les bienvenus au Portugal
et parmi les trésors de son architecture

Mais n'entrez pas surtout dans les palais de rêve
où nous comparaissons devant des juges vendus
qui à chaque heure du jour nous condamnent
étudiants prêtres travailleurs
nous qui voulons changer le Portugal



SKI ET CULTURE

● MEIJE 2000 - Séjour jeune Fin décembre à fin avril. (Réserve aux bons skieurs.)	} Une semaine 160 F Haute saison 196 F Paris/Paris 320 F
● SUP DEVOLUY Début janvier à début avril.	
● TCHECOSLOVAQUIE - Hautes Tatras. Noël (12 jours) 760 F Mardi Gras (7 jours) 680 F Fin février (10 jours) 720 F Pâques (15 jours) 820 F	● TIGNES 12 jours Noël 384 F Paris/Paris 504 F ● Séjours vacances scolaires : Sauze-d'Oulx, Les Deux-Alpes, Méribel-les-Allues, Sestrière.

Renseignements et inscriptions : **DECOUVERTE ET CULTURE**
94, rue Notre-Dame-des-Champs — Paris-6^e

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
26.000 exemplaires

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Cinéma et publicité (suite)

Jean Morel

Un précédent article (T.S. 428) a montré l'étendue des liens qui unissent le cinéma et la publicité. Il convient de s'interroger maintenant sur les raisons d'ordre idéologique qui les rendent si solides.

Si l'on essaie de voir quels sont les effets idéologiques du cinéma et quels sont les buts poursuivis par la publicité on s'aperçoit que cinéma et publicité, en système capitaliste, reposent sur les mêmes mécanismes mystificateurs.

L'illusion au cinéma

Le cinéma en effet repose sur cette illusion optique et idéologique que l'on peut appeler : **impression de réalité**. Cela signifie qu'une image sur un écran est toujours perçue spontanément par les spectateurs non pas comme reflet (idéologique) du monde réel, mais comme la preuve de la réalité (vérité) de ce monde réel : on croit que le monde est réellement, vraiment tel que l'écran nous le représente. Or nous savons très bien que si le monde existe en dehors de l'idée que nous en avons, il n'est jamais représenté, ce monde, qu'à travers la grille de telle ou telle idéologie. Donc le cinéma ne nous présente pas le monde tel qu'il est ; il nous présente le monde tel que le voit la classe dominante puisque presque tous les films

obéissent à la vision bourgeoise du réel. Et pourtant la puissance d'illusion du cinéma est telle que presque toujours le spectateur est dupé par l'impression de réalité. Ainsi le cinéma joue le rôle d'un **masque** : ce qu'il cache ce n'est pas la réalité telle qu'elle est (cela il ne peut la montrer que s'il atteint un niveau scientifique, car seule la science peut dire comment est vraiment la réalité), ce qu'il cache c'est qu'il est (et qu'il n'est qu') une représentation idéologique du réel.

Les fondements de la publicité

La publicité aussi repose sur les nécessités d'un **masque**. La publicité cache la valeur réelle des produits économiques sous une valeur idéologique. La publicité répond comme un remède à un mal inévitable de la commercialisation des marchandises. **Marx** a montré dans le **Capital** que « l'on fait abstraction de la valeur d'usage des marchandises quand on les échange, et que tout rapport d'échange est même caractérisé par cette abstraction ». Pour être échangés, les produits sont réduits à une commune mesure abstraite : leur valeur ; valeur fixée arbitrairement par rapport à l'équivalent général de la valeur : l'argent. « Dans sa forme valeur, la marchandise ne conserve pas la moindre trace de sa valeur d'usage première ni du travail

particulier qui lui a donné naissance » (Le Capital I, chap. III).

Ainsi, à ce niveau d'abstraction nécessaire à l'échange, à la commercialisation, à l'achat et à la vente tous les produits se confondent dans le même anonymat puisque a été effacé ce qui distingue réellement un produit d'un autre : « Toutes les formes concrètes diverses qui distinguent une espèce de travail d'une autre espèce de travail. »

Ici intervient la publicité, comme un remède en quelque sorte. Elle est nécessaire au capitalisme pour réintroduire la **diversité**, faute de quoi aucune concurrence commerciale n'est possible, donc aucune course au profit privé. Mais en même temps que la publicité est chargée de différencier tel produit de tel autre, elle reçoit cette autre mission : ne pas fonder cette diversification sur la valeur réelle des produits, car alors elle devrait parler du travail et donc de son exploitation. Voilà pourquoi la publicité est essentiellement une entreprise de diversion : détourner l'attention du travail investi dans la production de tel produit, travail (et technique) différent de celui investi pour tel autre produit. Ainsi on ne vend pas seulement du détergent ou de la boisson mais de la beauté, de la jeunesse, des vacances : réalités insolubles. La diversification repose donc sur des valeurs idéologiques et non —

répétons-le — sur la valeur réelle.

Encore Lelouch !

L'effet de **divertissement** du cinéma-spectacle vient renforcer encore plus l'effet de diversification-diversion de la publicité : voilà pourquoi le cinéma publicitaire est le plus efficace. L'impression de réalité du cinéma accroît la crédibilité du slogan.

De plus, l'idéologie des films-spectacle prédispose à l'accueil favorable des messages publicitaires. Les valeurs mises en jeu sont les mêmes dans les deux cas : consommation, non-travail. Il est évident que la conduite par procuration (par identification psychologique au personnage) de luxueuses voitures, incline le spectateur-consommateur, non pas à acheter une Ford Mustang — il n'en a pas les moyens —, mais à acheter une voiture en fonction de critères de luxe et non de critères d'utilité (valeur d'usage). Ainsi le cinéma-spectacle, même sans message concret, c'est donc déjà d'une certaine manière du cinéma publicitaire. Le cinéma-spectacle crée un climat qui facilite la réception des messages publicitaires de l'entracte : ce n'est pas un hasard si là aussi on insiste sur la ligne, la couleur, les cuirs, les chromes des automobiles.

Notons pour terminer que le passage de réalisateurs du film publicitaire au long métrage

permet de s'apercevoir encore mieux des constantes idéologiques. Il serait par exemple très intéressant d'étudier en même temps les films publicitaires de Lelouch (pour Simca notamment) et ses longs métrages : on s'apercevrait vite alors que c'est la même technique, la même idéologie sous différentes formes. Etudier aussi les formes (et donc l'idéologie) des films publicitaires de Grimblat et de son long métrage « **Slogan** ». Si ces cinéastes en sont là, c'est qu'ils n'ont pas fait un travail de réflexion sur le fonctionnement idéologique du cinéma (publicitaire et spectacle) : par contre la force de « **L'Heure des brasiers** » vient en partie du travail rigoureux de démontage idéologique des formes publicitaires que Solanas a fait (car lui aussi a fait, pour financer son film anti-impérialiste, du cinéma publicitaire, mais lui a su voir plus loin que le bout de sa caméra).

En attendant qu'un système économique et idéologique (le socialisme) permette au « spectacle » et à la « publicité » de partir de la valeur réelle des produits, nous pouvons lutter, par une critique démystificatrice, contre toutes les formes que prend, en régime capitaliste, la fétichisation de la marchandise. C'est en partie, à partir de cela, que doit partir une critique marxiste des films diffusés dans les salles de spectacle.

De tous les films...

Comment fabriquer un para

C'est la question que se sont posée Hubert Gignoux et Georges Michel.

Hubert Gignoux l'a fait naître de l'**Horace** de Corneille, qu'il présente avec la troupe du Théâtre National de Strasbourg (1). Sans quitter le ton de la tragédie, il montre — par des lenteurs inattendues de la voix, ou une façon d'isoler un mot en suspens dans le vers — le décalage qui existe entre une situation donnée par l'histoire et qui, pour exister aujourd'hui, a besoin qu'on recharge son contenu par analogie avec des situations actuelles, et l'appareil littéraire qui la transmet.

Hubert Gignoux a monté l'**Horace** qu'il reprend aujourd'hui pendant la guerre d'Algérie. Et ce qu'il a vu dans la pièce, ce sont d'abord ces vieillards avarés (le Vieil Horace, le Roi) qui font garder par d'autres, parfaitement dressés à cet usage, des possessions qu'ils n'ont plus la force de s'assurer seuls.

L'**Horace** d'Hubert Gignoux, c'est le chien de garde — assez sauvage — du colonialisme. L'instinct de guerre a été mis en lui par une idéologie, qui a joué le rôle d'un excitant administré de façon continue. Son « **Rome a choisi mon bras, je n'examine rien** », c'est le lancé en avant de quelqu'un qui ne voit plus, qui ne peut plus voir par lui-même, et au bout du courage de qui il y a tous les crimes.

Quant à Georges Michel, il fait de la naissance du jeune para le sujet de sa dernière



pièce (2). Par le rire, il traque le bellicisme latent des représentants des classes moyennes, qui ont tout à perdre dans les guerres que se font les puissants, mais qui y foncent tout de même, par habitude de pensée. Le Fils, refroidi par les récits de batailles d'un Pépé « bourré de charge émotive », ne souhaite ni « donner le meilleur de lui-même » ni « s'adonner à la xénophobie la plus délirante », ni « accepter le sacrifice suprême pour son pays ».

Ainsi sème-t-il la consternation dans une famille qui se targue d'avoir toujours « fait les guerres ». Appel au voisin qui, avec toutes ses médailles, tente une cure psychologique, avant la cure médicale super-active. La brute est prête. Ici, la machine à tuer est constituée par l'énorme bourrage de crâne que la classe dominante exerce incessamment par ses organes essentiels que sont la radio, la télévision, la presse illustrée, sur des populations entières qui

ne se rendent pas compte qu'on pense pour eux, à l'intérieur d'eux.

La pièce de Georges Michel, qui dénonce l'intoxication a, et aura, davantage encore lorsqu'elle sera jouée, des vertus salubres. D. N.

(1) La tournée, actuellement en Italie, sera à Nice le 22 novembre, à Grenoble les 25, 26 et 27, avant de regagner le N.-E. de la France.

(2) **Arbalète et vieilles rapières**. Gallimard éd. (Le Manteau d'Arlequin), 5 F.

Toujours la même rengaine

Jean-Marie Vincent

A l'unanimité, moins l'avis défavorable de Roger Garaudy, le comité central du P.C.F. a adopté le projet de thèses préparatoire au XIX^e congrès du parti qui doit se tenir en février 1970. On y retrouve naturellement tous les thèmes auxquels nous sommes habitués, mais un certain nombre de nuances et d'accents particuliers apparaissent en fonction de la conjoncture actuelle, nationale et internationale.

On peut d'abord noter que dans l'analyse de la situation internationale la référence essentielle est « le système socialiste mondial », c'est-à-dire l'ensemble des pays non capitalistes qui subissent plus ou moins l'hégémonie soviétique. Le point 3 des thèses affirme : « La contradiction fondamentale de notre époque à l'échelle mondiale est et reste la contradiction entre l'impérialisme et le système socialiste. » Il s'ensuit, bien sûr, que toute l'analyse se présente comme une sorte de décalque des textes de la conférence de Moscou de juin 1969. Il n'y a pas un mot sur les graves événements qui se sont passés et qui se passent en Tchécoslovaquie, pas un mot sur les positions particulières de la Roumanie au sein de ce « système socialiste mondial ». L'examen des forces de l'impérialisme reste lui-même très rituel sans que le lecteur puisse retenir de phrases très balancées sur les difficultés de l'impérialisme, mais aussi sur son agressivité accrue, une idée précise des forces en présence. Il doit se contenter de formules creuses comme : « Le rapport des forces est et restera en faveur du socialisme, de l'indépendance nationale et de la paix, à condition qu'elles s'unissent dans l'action pour faire face à ce fléau qu'est l'impérialisme, paralyser ses menées agressives et en débarrasser l'humanité. »

Marxistes ou mécanistes ?

Le deuxième chapitre des thèses s'attache à l'analyse de la politique du grand capital en France. Son thème central est celui de l'opposition entre les monopoles et la grande majorité de la population. A juste titre, les thèses 6, 7, 8, 9 soulignent que les bases sociales du capitalisme ont tendance à se

rétrécir dans la mesure où des couches toujours plus nombreuses doivent faire face à l'exploitation ou à l'oppression. Mais il n'est pas montré comment les différentes résistances qui se font jour ont des caractères souvent ambigus et contradictoires. Les thèses n'expliquent pas, par exemple comment les capitalistes emploient mille moyens (hiérarchisation très poussée des salaires, privilèges d'ordres divers) pour s'attacher une grande partie de ce qu'on appelle les nouvelles classes moyennes. De cette façon elles peuvent sous-entendre qu'il suffit d'additionner les différentes oppositions pour créer les conditions d'un vaste changement social et politique. Cet aspect mécaniste de la pensée des auteurs des thèses explique sans doute pourquoi ils n'ont pas véritablement tenté d'analyse du mouvement de mai-juin 1968 (le jeu des forces sociales et politiques dans cette période), pas plus qu'ils n'ont essayé de montrer la signification des changements qui se sont opérés à la tête de l'Etat depuis juin dernier.

Et la prise du pouvoir ?

Le troisième chapitre est pour l'essentiel consacré à un rappel des conceptions mises en avant dans le manifeste de Champigny sur la démocratie avancée. Un élément nouveau est pourtant apporté par la thèse n° 18 qui, vraisemblablement pour couper court à certaines objections, dit péremptoirement : « La démocratie avancée est une forme de transition vers le socialisme. Elle permettra en effet un développement sans précédent de l'action et de l'initiative de la classe ouvrière et de toutes les couches sociales victimes du grand capital. » Le semblant de preuve qui doit justifier cette assertion est constitué par la proposition selon laquelle : « Loin d'estomper la perspective socialiste, but fondamental du parti communiste français, la lutte pour la démocratie permet aux masses populaires de se convaincre, par leur propre expérience qu'il est possible et nécessaire d'en finir avec la domination du capitalisme et de réaliser la révolution socialiste. » Tout le tour de passe-passe repose évidemment sur le sens que l'on

donne au mot démocratie. Si on le conçoit en termes traditionnels — la participation démocratique bourgeoise et limitée —, alors évidemment on est porté à imaginer une transition sans douleur vers le socialisme, sans que soit posée la question de la prise du pouvoir par la classe ouvrière comme préalable indispensable à l'ouverture d'une phase de transition vers le socialisme. Par contre, si on le conçoit en termes d'affirmation des masses contre les formes d'expression politique tolérées par la bourgeoisie, la lutte pour la démocratie devient directement une lutte pour le pouvoir des masses et pour la destruction d'organes bureaucratiques oppressifs. C'est seulement par un tel escamotage que les positions du P.S.U. contre « la démocratie avancée » peuvent devenir pour un Roland Leroy la manifestation du réformisme foncier de nos dirigeants.

A partir de là, les thèses ne peuvent que s'en tenir à la « politique d'union des forces ouvrières et démocratiques ». Le problème est évidemment qu'il est difficile de faire fond sur les incartades actuelles de la social-démocratie, en perte de vitesse depuis mai 1968. Le dialogue avec le parti socialiste s'amorce difficilement et les thèses ne manquent pas de critiquer vertement ce dernier. C'est pourquoi l'essentiel des passages sur l'unité est consacré aux forces sociales qu'il faut rassembler. C'est pourquoi un passage important de la thèse n° 30 dit en substance : « L'union des forces ouvrières et démocratiques qui est seule capable d'ouvrir une perspective claire se forgera avant tout dans les actions menées à la base, dans les entreprises et les quartiers, à la ville et à la campagne. C'est en se développant plus largement que les luttes unies des masses trouveront leur expression dans l'unité d'action des partis et organisations démocratiques ». Ce thème de l'unité à la base qui force celle des organisations, semble à première vue une sorte de reflet du dernier conseil national du P.S.U. A y regarder de plus près toutefois, il apparaît comme une solution d'attente, comme un moyen de préserver la perspective du rassemblement pour la « démocratie avancée », tout en prenant soin

de ne pas se couper des luttes sociales actuelles.

Gardez-vous à droite, Gardez-vous à gauche !

Le chapitre suivant, intitulé « la lutte idéologique » parle finalement très peu de l'idéologie bourgeoise et de la crise actuelle de la culture dominante. On y chercherait en vain un examen sérieux des débats actuels autour du marxisme ou du mode de vie capitaliste. Par contre on y trouve à profusion les condamnations de l'opportunisme de droite et de l'opportunisme de gauche, cibles d'autant plus commodes qu'elles sont rien et tout à la fois. « Mon père, gardez-vous à droite, gardez-vous à gauche ! » Avec une pareille logomachie, basée sur des catégories qu'on peut remplir avec n'importe quoi, on peut certainement excommunier n'importe qui, n'importe quand en fonction des nécessités tactiques. Il s'agit par conséquent non d'une lutte idéologique à proprement parler, mais d'une défense idéologique qui se préoccupe peu des positions véritablement assumées par les adversaires bourgeois et encore moins des positions avancées par les « gauchistes » ou par le P.S.U. Gageons qu'avec de telles armes nos camarades communistes se feront surtout mal à eux-mêmes.

Les deux derniers chapitres méritent à peine qu'on s'y arrête. Notons cependant que le dernier chapitre sur le mouvement communiste international réitère la condamnation bien connue contre le parti communiste chinois et que très pudiquement la thèse 56 rappelle « le désaccord exprimé sur l'intervention militaire d'août 1968 en Tchécoslovaquie » sans plus. Aussi faut-il bien constater que le P.C.F. continue à vivre dans son monde bien à lui qui n'entretient avec le monde des luttes réelles pour le socialisme que des contacts bien limités. Le P.C.F. s'est donné un appareil qui à l'ombre de l'appareil d'Etat capitaliste lui permet d'organiser à sa manière une partie des exploités, il secrète également une idéologie justificatrice de cette réalité où l'on ne trouve guère de traces de l'esprit critique et révolutionnaire qui animait les hommes de la révolution d'Octobre. □